

# TRIGANO



Rapport annuel 2004

## Conseil d'administration

### Président :

- M. François FEUILLET

### Administrateurs :

- Mme Marie-Hélène FEUILLET
- M. François BALEYDIER
- M. Michel BARBIER
- M. Jean DUCROUX

### Commissaires aux comptes titulaires

- BELLOT MULLENBACH & ASSOCIES
- MAZARS & GUERARD

### Composition du capital au 31 août 2004

➤ M. François FEUILLET	50,9%
➤ E.D. ENTREPRISES (autocontrôle)	6,6%
➤ Autres	<u>42,5%</u>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>

## Comité de Direction

- M. François FEUILLET Directeur Général
- Mme Marie-Hélène FEUILLET Directeur Général Adjoint
- M. Michel FREICHE Directeur Général Adjoint
- M. Jean LEGRAND Directeur du développement industriel

## Comité de Direction Véhicules de Loisirs :

- Les 4 membres du Comité de Direction
- M. Franco BARDUCCI
- M. Jean-Bernard BOULET
- M. Jean-Paul FASSINOTTI
- M. Robert SAINT-OLIVE
- M. Henri TOROSSIAN

## Comité de Direction Equipement des Loisirs :

- Les 4 membres du Comité de Direction
- M. Christian LAFUGE
- M. Robert SAINT-OLIVE
- M. Michel de VERNEUIL

◆ • ◆

## SOMMAIRE

◆ • ◆

- Composition du capital 1
- Composition du conseil et des comités de direction 1

◆ • ◆

- Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire du 7 Janvier 2005 3
- Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne 12
- Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne 14
- Liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs 15

◆ • ◆

- Comptes consolidés au 31 août 2004 16

- Tableau des flux de trésorerie 18
- Annexe aux comptes consolidés 19
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 29

◆ • ◆

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

### DU 7 JANVIER 2005

◆ • ◆

Les éléments importants de l'exercice clos le 31/08/04 sont :

→ Une nouvelle progression du chiffre d'affaires (+ 7,1 %) pour atteindre 701,7 M€.

→ Une amélioration de la rentabilité, le résultat d'exploitation s'élève à 74,4 M€ soit 10,6 % du chiffre d'affaires, et un renforcement de la solidité financière.

→ Une croissance externe limitée.

◆ • ◆

### NOUVELLE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (+ 7,1%)

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 701,7 M€ (655,3 M€ en 2003). Cette progression de 7,1 % fait suite à deux années déjà en forte croissance.

La croissance du chiffre d'affaires provient principalement des ventes de l'activité véhicules de loisirs portée par le camping-car.

Durant l'exercice Trigano a dû faire face à :

→ une consommation des ménages relativement médiocre dans la plupart des pays européens à l'exception du Royaume-Uni.

→ une baisse sensible des commandes de marchés administratifs.

→ un renforcement de la concurrence des produits en provenance du sud-est asiatique pour son activité équipement du jardin.

→ des mouvements sociaux en Italie qui ont décalé les livraisons de modèles d'exposition des marques CI et Roller Team et impacté négativement les ventes du deuxième trimestre social.

→ un impact faible des opérations de croissance externe puisque la progression du chiffre d'affaires à ce titre a été de 2,6 M€.

(en millions d'€)	2004	2003	Evolution 2004/2003 (en %)
Véhicules de loisirs	530,9	479,4	+ 10,7
Accessoires pour VDL	65,6	62,1	+ 5,6
Activités annexes VDL	3,7	2,4	NS
<b>SOUS-TOTAL VDL</b>	<b>600,2</b>	<b>543,9</b>	<b>+ 10,3</b>
Remorques	48,3	46,8	+ 3,2
Equipeement du jardin	37,2	42,8	- 13,3
Matériel de camping	14,8	20,3	- 26,9
Sous-traitance et divers	1,2	1,5	NS
<b>SOUS-TOTAL EDL</b>	<b>101,5</b>	<b>111,4</b>	<b>- 8,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>701,7</b>	<b>655,3</b>	<b>+ 7,1</b>

La répartition du chiffre d'affaires par pays s'établit comme suit :

Marché	2004	2003	2002
France	51,6%	54,7%	59,0%
Italie	16,8%	15,0%	13,5%
Royaume-Uni	13,6%	12,1%	10,6%
Allemagne	5,5%	6,0%	6,6%
Belgique	3,3%	3,4%	3,4%
Espagne	2,3%	2,3%	1,3%
Pays-Bas	2,0%	2,0%	1,9%
Autres	4,9%	4,5%	3,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé en Italie et au Royaume-Uni progresse fortement alors que le pourcentage du chiffre d'affaires réalisé en France reste encore légèrement majoritaire.

Les difficultés économiques que traverse l'Allemagne et la faiblesse des réseaux de concessionnaires de Trigano dans ce pays expliquent la baisse du pourcentage du chiffre d'affaires en Allemagne.

Les produits fabriqués et vendus à l'étranger ont représenté 30,8% du chiffre d'affaires (30,7% en 2003).

#### **ACTIVITE VEHICULES DE LOISIRS : CA 600,2 M€ (543,9 M€ EN 2003)**

Cette activité a connu, en début d'exercice, des difficultés de production sur le site de San Gimignano (Italie). Ces difficultés ont trouvé leur origine dans des mouvements de grève qui se sont déroulés sur plusieurs mois et ont fait perdre des volumes de production importants qui n'ont pu être récupérés intégralement durant la deuxième partie de l'exercice. Néanmoins, les ventes de camping-cars ont pu progresser globalement grâce au développement meilleur que prévu des productions des usines de Tournon-sur-Rhône (France) et de Grimsby (Angleterre).

La répartition du chiffre d'affaires par produit s'établit comme suit :

En millions d'€uros	2004	2003	Evolution 2004/2003
Camping-cars	456,5	408,7	+11,7%
Caravanes	53,2	50,9	+4,5%
Caravanes pliantes toile	11,5	10,4	+10,6%
Résidences mobiles	9,7	9,4	+3,2%
SOUS-TOTAL VDL	530,9	479,4	+10,7%
Accessoires pour VDL	65,6	62,1	+5,6%
Location	3,7	2,4	+54,2%
TOTAL VDL	600,2	543,9	+10,4%

#### **➔ CAMPING CARS**

Porté par la croissance démographique de sa base de clientèle le marché européen a progressé en 2004 de 7,5%.

Marché	Saison 2004	Saison 2003	Evolution
Allemagne	18.923	17.903	+5,7%
France	17.688	17.267	+2,4%
Italie	13.486	12.000 *	+12,4%
Royaume-Uni	7.817	7.103	+10,1%
Belgique	1.860	1.677	+10,9%
Suède	1.495	1.190	+25,6%
Norvège	1.393	1.483	-6,1%
Finlande	1.345	1.214	+10,8%
Suisse	1.154	1.254	-8,0%
Danemark	1.040	594	+75,1%
Autres pays	2.963	2.750	+7,7%
Europe	69.164	64.335	+7,5%

\* estimation

Durant l'exercice, Trigano a vendu 14.953 camping-cars (13.679 en 2003) dont 734 vans (158 en 2003).

La part de marché européen de Trigano est de 21,5% mais reste relativement variable selon les pays avec des positions fortes en Espagne (47,3%), France (34,4%), Belgique (29,8%), Portugal (28,9%), Italie (28,8%) et Grande-Bretagne (25,8%). Des points faibles subsistent en Autriche (3,7%), au Danemark (5,2%), en Suisse (6,6%) et en Allemagne (7,0%).

#### **➔ CARAVANES**

Le marché de la caravane a continué à progresser en Europe pour atteindre 123.564 véhicules (+6,4%).

Marché	Saison 2004	Saison 2003	Evolution
Royaume-Uni	36.757	29.633	+24,0%
Pays-Bas	23.194	24.465	-5,2%
Allemagne	21.487	22.969	-6,5%
France	10.820	9.927	+9,0%
Autres pays	31.306	29.185	+7,3%
Total Europe	123.564	116.179	+6,4%

Le marché anglais connaît un dynamisme exceptionnel porté par la croissance économique et l'augmentation des prix de l'immobilier. Le marché français a retrouvé le chemin de la croissance. Durant l'exercice, Trigano a commercialisé 6.597 caravanes (6.445 en 2003), soit une progression inférieure à celle du marché. Sa part du marché européen reste faible (5,3%). Trigano souffre à ce niveau de son implantation insuffisante sur le marché hollandais (3,6% de part de marché) et symbolique sur les marchés anglais et allemand.

Les mesures prises en 2004 pour développer les volumes vendus hors de France, pays où Trigano dispose d'une part de marché de 31,1%, n'ont pas encore porté leurs fruits mais la mise en place de structures commerciales renforcées et le renouvellement partiel de la gamme devraient donner des résultats durant les prochains exercices.

## → RESIDENCES MOBILES

Le marché français, marché principal pour Trigano, a bénéficié pour des raisons conjoncturelles d'une demande plus faible qu'anticipé. Dans cet environnement la concurrence a été rude et Trigano n'a pu vendre que 781 unités (916 en 2003). Néanmoins, la pénétration du cœur de marché a progressé puisque en 2003 Trigano avait bénéficié de la vente de résidences mobiles à l'une de ses filiales gérant un camping et de marchés importants à faible marge qui n'ont pas été renouvelés.

Le volume commercialisé devrait progresser durant les prochaines années grâce notamment au «Pack liberté» mis en place suite au rachat de Mistercamp qui permet de garantir aux acheteurs un bon niveau de location de leurs emplacements et à l'apport de Loisirs Finance qui s'est renforcé dans le domaine du financement aux terrains de camping.

## → CARAVANES PLIANTES TOILE

Trigano a progressé en 2004 sur un marché européen stable et a pu conforter sa position de leader européen : 3.748 caravanes pliantes toile ont été commercialisées (3.667 en 2003).

## → ACCESSOIRES POUR VEHICULES DE LOISIRS ET PIECES DETACHEES

Ce marché qui est corrélé au volume du parc européen de véhicules de loisirs progresse régulièrement. La croissance du chiffre d'affaires de Trigano (5,6%) est en ligne avec celle du marché car aucune opération de croissance externe n'a pu être effectuée hors de France où les possibilités de gains de parts de marché sont inexistantes.

Les ventes d'auvents de caravanes ont progressé pour atteindre 22.638 unités (19.937 en 2003). Les ventes de terrasses bois pour résidences mobiles se sont stabilisées à 2.880 unités (2.813 en 2003) dans un marché plus difficile.

Le centre européen de pièces détachées pour véhicules de loisirs a continué à progresser notamment en terme de qualité de services et contribue désormais de façon forte à l'image de marque Trigano auprès de ses réseaux.

## → LOISIRS FINANCE

L'activité de cette société financière filiale de BNP Paribas mais dont Trigano détient 49% et dont les résultats sont consolidés par mise en équivalence par Trigano a été forte. L'encours financier au 31 Août 2004 s'élève à 177,2 M€ (150,8 M€ au 31/08/03).

Du 01/09/03 au 31/08/04 : 3.791 véhicules de loisirs ont été financés par Loisirs Finance qui a produit 89,7 M€ de crédits.

◆ . ◆

## ACTIVITE EQUIPEMENT DES LOISIRS : CA 101,5 M€ (113,4 M€ en 2003)

### → REMORQUES

L'exercice a connu une progression du chiffre d'affaires qui a atteint 48,3M€ (46,8M€ en 2003). Le marché reste hésitant notamment en raison de la hausse des prix de vente rendue nécessaire par l'évolution du prix de l'acier.

La demande de la clientèle évolue vers des produits de plus en plus techniques alors que les ventes de remorques d'entrée de gamme par la grande distribution régressent de façon sensible. Les volumes reflètent cette évolution puisque Trigano a vendu 76.630 remorques de loisirs (78.971 en 2003) et 5.517 remorques utilitaires (5.146 en 2003).

### → EQUIPEMENT DU JARDIN

L'année 2004 s'est révélée extrêmement difficile en raison de la conjonction d'une nouvelle progression des fabricants du sud-est asiatique, de la morosité de la consommation dans les secteurs bricolage et jardinerie et d'une situation météorologique catastrophique. Les volumes commercialisés ont donc globalement connu une chute très importante, à l'exception des abris de jardin portés par l'euphorie du marché britannique.

	2004	2003
Balancoires	128.400	177.031
Piscines	32.129	49.227
Barbecues	13.796	26.092
Abris de jardin	49.412	39.395

### → MATERIEL DE CAMPING

La baisse du chiffre d'affaires de 26,9% correspond aux prévisions. L'absence de marchés administratifs en 2005 devrait entraîner une nouvelle baisse de l'activité durant cette période.

◆ . ◆

## AMELIORATION DE LA RENTABILITE ET DE LA STRUCTURE FINANCIERE

Le résultat d'exploitation consolidé s'est élevé à 74,4 M€ (+ 15,8%) et représente 10,6% du chiffre d'affaires (9,8% en 2003). Cette progression est le fruit de la poursuite des programmes d'amélioration permanente (gains de productivité : 0,1% du CA, malgré les grèves en Italie), des actions menées pour améliorer les prix d'achats (gains de marge : 0,2% du CA) et des efforts de maîtrise des frais généraux (effet volume : 0,4% du CA). La génération de cash flows importants a permis en outre de réduire à nouveau les frais financiers (-1,2 M€), si bien que le résultat courant des sociétés intégrées progresse de 19,2% à 70,5 M€.

La charge d'impôt sur les sociétés ayant été réduite de 2,9 M€ par l'enregistrement d'un avoir fiscal à recevoir lié à la distribution de dividendes par Trigano SpA, le résultat net avant dotation aux écarts d'acquisition s'établit à 48,1 M€ (38,2 M€ en 2003). La progression de la dotation aux écarts d'acquisition (+0,3 M€) est compensée par la réduction du résultat des minoritaires, si bien que le bénéfice net part du groupe atteint 42,7 M€ (32,7 M€ en 2003).

Grâce à ces résultats et à la maîtrise de l'évolution du besoin en fonds de roulement, la structure financière du groupe s'est à nouveau renforcée : les capitaux propres consolidés ont augmenté de 39,1 M€ pour atteindre 216,5 M€ et l'endettement financier net a été réduit à 20,3 M€ (49,1 M€ en 2003).



## CROISSANCE EXTERNE LIMITEE

Trois opérations de croissance externe ont pu être concrétisées. Elles correspondent à la stratégie globale de Trigano.

→ Concentrer les opérations de croissance externe sur l'activité véhicules de loisirs et consolider la position de Trigano dans le domaine des remorques.

→ Rendre la présence de Trigano en Europe plus homogène.

Ces opérations sont :

**PERIGORD VDL** : CA 4,5 M€, constructeur artisanal de camping-cars, spécialiste du van de haut de gamme. Cette société apporte à Trigano son expertise sur un segment du marché en plein développement et bénéficiera de synergies d'achat importantes.

**MECANOREM** : CA 8,9 M€, constructeur français de remorques. Cette acquisition apporte à Trigano une ouverture sur le marché des remorques porte-bateaux et conforte la position de Trigano sur le marché français des remorques utilitaires.

**MISTERCAMP** : CA 1,2 M€, spécialiste de la vente par internet de semaines de location de résidences mobiles. Cette acquisition doit permettre un développement des ventes de résidences mobiles.

Néanmoins, ces opérations sont de taille modeste, des opérations plus importantes n'ont pu être réalisées principalement en raison des prix pratiqués par les investisseurs à la recherche de sociétés non cotées en croissance.

Par ailleurs, durant l'exercice, Trigano a acquis, conformément aux programmes prévus :

3,9% du capital de Trigano SpA  
6,6% du capital d'Arca 2001  
3,7% du capital de Delwyn Enterprises  
9,6% du capital de Riviera France  
26,0% du capital d'ECIM.

Trigano persévéra en 2005 dans la recherche de sociétés correspondant à ses objectifs de croissance externe.



## ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

### RENFORCEMENT DES ORGANES DE DIRECTION

Le Comité de Direction a été complété grâce au recrutement d'un Directeur du développement industriel chargé en particulier de la coordination des opérations d'amélioration permanente (programme POGI). Parallèlement, afin de favoriser les opérations transversales, deux comités de direction élargis ont été créés, un pour l'activité véhicules de loisirs et l'autre pour l'activité équipements de loisirs. Le Comité exécutif qui permet de préparer la prise de décisions globales par le Comité de Direction a été largement renouvelé avec l'arrivée de nombreux membres représentant les business units les plus importantes.

La direction financière a été renforcée par le recrutement d'un cadre chargé du passage aux normes IFRS.

### EVOLUTION DES EFFECTIFS PERMETTANT CROISSANCE ET GAINS DE PRODUCTIVITE

L'effectif total a progressé de 8,5% pour atteindre 3.366 personnes (3.101 en 2003). La progression de l'effectif en France a été de 7,4% soit un niveau inférieur à celui des autres pays à coût de main d'œuvre élevé (+8,9%) et surtout à l'effectif des pays à faible coût de main d'œuvre (Tunisie et Pologne) qui a progressé de 23,8% pour atteindre 177 personnes.

L'appel aux travailleurs intérimaires a continué de progresser pour atteindre 6,8% de la masse salariale contre 6,0% en 2003 et 4,6% en 2002, ce qui indique clairement la volonté de Trigano de s'adapter rapidement aux demandes du marché. Parallèlement, le recours aux heures supplémentaires a progressé de 7,5% principalement en France (+81%), alors qu'il a été fortement réduit en Italie.

63,5% de l'effectif se consacre directement à des fonctions de production (62,6% en 2003). La fonction commerciale progresse (15,3% de l'effectif contre 14,4% en 2003) alors que la croissance de l'activité et les programmes POGI ont permis de réduire la part des effectifs indirects de production (14,1% contre 15,0%) et administratifs (7,1% contre 7,9%).

## REMUNERATIONS ET FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS

Montant total des rémunérations versées à vos administrateurs par Trigano et les sociétés contrôlées :

	2004	2003
Madame Marie-Hélène Feuillet	232.835 €	216.140 €
Monsieur François Feuillet	422.579 €	389.277 €
Monsieur Jean Ducroux	12.000 €	10.000 €
Monsieur François Baleyrier	18.350 €	17.150 €
Monsieur Michel Barbier	18.250 €	16.250 €

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne disposent d'aucun programme d'intéressement calculé sur le chiffre d'affaires ou sur la rentabilité de Trigano et/ou de ses filiales. Ils n'ont pas bénéficié des plans d'options de souscription d'actions que vous avez autorisés.

Le salaire de Monsieur François Feuillet est entièrement fixe et celui de Madame Marie-Hélène Feuillet comporte une rémunération variable pouvant atteindre 20.000 € par an (16.000 € payés durant l'exercice).

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne bénéficient d'aucun plan de retraite spécifique ; aucune indemnité n'est prévue en leur faveur en cas de départ de l'entreprise pour quelque cause que ce soit.

Par ailleurs, la liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs de votre société vous est communiquée en annexe (Article L. 225-102-1 du Code de Commerce).

### PLAN D'OPTION DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Deux plans d'options de souscription d'actions ont été autorisés par les assemblées générales du 27 avril 2001 et du 26 février 2004 ; 54.000 options ont été attribuées dans le cadre du premier plan et 10.750 dans le cadre du second. Aucune option de souscription n'a été attribuée aux mandataires sociaux par la société ou par les sociétés qui lui sont liées.

Options de souscription d'actions consenties au cours de l'année aux dix salariés non mandataires sociaux dont le nombre d'options est le plus élevé :

→ dans le cadre du premier plan, 8.500 options ont été attribuées par le conseil d'administration du 12 janvier 2004 au prix de 35,30 €. Ces options pourront être levées entre le 12 janvier 2009 et le 12 janvier 2010.

→ dans le cadre du second plan, 7.000 options ont été attribuées par le conseil d'administration du 26 février 2004 au prix de 40,89 €.

Ces options pourront être levées entre le 26 février 2009 et le 26 février 2010.

◆ • ◆

## GESTION DES RISQUES

La gestion des risques fait partie intégrante de la gestion opérationnelle de Trigano. La diversité des risques potentiels impose une approche pragmatique. Certains risques sont traités au niveau de la direction générale (risques environnementaux, risques financiers et risques juridiques), d'autres le sont à la fois au niveau de la direction générale et au niveau local (risques industriels, risques fournisseurs et risques clients).

Les business units disposent d'une large autonomie pour définir et mettre en œuvre des plans d'actions destinés à identifier, prévenir et traiter les principaux risques. La direction générale revoit régulièrement les principaux risques et les mesures prises pour en limiter les conséquences éventuelles.

Un programme d'assurances couvre la majeure partie des risques opérationnels pouvant avoir des conséquences significatives pour Trigano. Par contre les risques statistiques ne sont pas couverts. Le programme d'assurances est centralisé de façon à éviter d'éventuelles insuffisances de garantie. Trois programmes de portée européenne permettent la couverture des risques opérationnels :

→ Le programme multirisques dommages et pertes d'exploitation qui couvre la valeur vénale des biens de l'entreprise et les pertes d'exploitation pendant 12 mois. Trigano n'est pas assuré contre les risques de grêle et de vol pour les biens sur parc mais a pris des mesures préventives éprouvées sur ses principaux lieux de stockage extérieurs.

Le programme multirisques comporte une limite contractuelle d'indemnisation de 49 M€ par sinistre et une franchise de 500 K€ par sinistre pour les filiales importantes et de 15 K€ pour les autres. Ce programme est apéritif par une filiale du groupe Allianz et a entraîné une charge de 0,8 M€ durant l'exercice 2004.

→ Le programme responsabilité civile qui couvre aussi les frais engendrés par des éventuelles campagnes de retrait. Ce programme comporte un plafond de garantie de 10 M€ par année d'assurance. Ce programme souscrit auprès de l'assureur américain Chubb a entraîné une charge de 129 K€ durant l'exercice 2004.

→ Le programme assurance crédit qui couvre les créances sur les distributeurs de secteurs ou de pays où l'expertise de la direction financière de Trigano n'est pas jugée suffisante pour gérer le risque.

## RISQUES D'ENVIRONNEMENT

Trigano a poursuivi ses efforts d'amélioration et de respect de l'environnement tant pour ses filiales françaises qu'étrangères. A ce titre des programmes ont été mis en œuvre pour :

➔ Réduire les consommations d'énergie, d'eau et de produits toxiques.

Les consommations d'énergie et produits toxiques durant l'exercice montrent une baisse ou une progression inférieure à l'évolution de sa production :

Eau (milliers de m <sup>3</sup> ) : - 3,7%	France	49,1
	Etranger	11,5
	<b>Total</b>	<b>60,6</b>
Gaz (millions de Kwh) : - 1,4%	France	25,4
	Etranger	2,9
	<b>Total</b>	<b>28,3</b>
Electricité (millions de Kwh) : +3,9%	France	11,0
	Etranger	4,7
	<b>Total</b>	<b>15,7</b>
Produits toxiques (tonnes) : + 12,6%	France	506,6
	Etranger	91,6
	<b>Total</b>	<b>598,2</b>

Les produits toxiques sont majoritairement composés de colle néoprène utilisée pour le collage des faces de véhicules de loisirs. En 2005, l'installation d'une nouvelle ligne d'encollage par colle polyuréthane devrait permettre de diminuer sensiblement cette consommation.

➔ Traiter les déchets et investir pour limiter les risques de pollution

Le traitement des déchets a entraîné un coût de 615 K€ en progression de 12,6% par rapport à l'exercice précédent et les investissements effectués pour limiter les conséquences de l'activité sur l'environnement se sont élevés à 247 K€.

➔ Obtenir des certifications ISO 14000

Le site de San Gimignano (Italie) a conservé sa certification obtenue en 2002.

Concernant l'abandon du site classé de Tournon-sur-Rhône (Ardèche) après transfert en Septembre 2000 de son activité à La Roche de Glun (Drôme), un complément d'étude détaillée des risques et une tierce expertise ont été réalisés durant l'exercice 2004.

Les résultats de ces expertises dégagent Trigano de toute responsabilité quant à la pollution des sols en métaux lourds, les niveaux relevés étant inférieurs aux seuils acceptables.

Une pollution limitée des sols en hydrocarbure risque d'affecter les puits existants à proximité, à ce jour non utilisés. L'élimination des sols pollués

(350 tonnes environ) ne devrait pas incomber à Trigano et par conséquent aucune provision n'a été constituée.

Les coûts pris en charge depuis Septembre 2000 se sont élevés à 391 K€ incluant les études demandées par les autorités (étude simplifiée des risques et étude détaillée des risques) ainsi que des honoraires de conseils et les loyers versés au propriétaire.

Enfin, Trigano est concerné par les risques d'atteinte à l'environnement que ses produits peuvent engendrer.

La directive cadre 2000/53/EC qui régit les dispositions à prendre pour la prévention de la pollution engendrée par les véhicules durant leur vie et à l'occasion de leur recyclage concerne uniquement les véhicules automobiles.

Les caravanes (rigides, pliantes et surbaissées) et les résidences mobiles ne sont donc pas concernées.

Les camping-cars devraient être concernés dans une très faible mesure par les dispositions que prévoit la directive. L'utilisation des métaux lourds inclus dans les composants des véhicules sera réglementée. Néanmoins, cette réglementation fait double emploi avec celles pré-existantes et applicables aux composants mis en oeuvre qui ne sont pas habituellement utilisés pour les voitures particulières.

En ce qui concerne le recyclage des véhicules en fin de vie le projet de directive d'application de la directive cadre 2000/53/EC en cours de discussion ne prévoit aucune mesure de recyclage pour la partie habitation des camping-cars ; le recyclage du châssis de base étant assuré par le constructeur automobile concerné. Trigano a donc jugé que les mesures actuellement prises couvrent sa responsabilité présente et future et qu'aucune provision n'est nécessaire à ce titre.

## RISQUES OPERATIONNELS

Les sites de production de Tournon-sur-Rhône (France) et San Gimignano (Italie) présentent un risque important pour Trigano en cas d'interruption de production. En effet, les réseaux de concessionnaires ne seraient plus approvisionnés et devraient pour faire face à la demande de la clientèle se retourner vers des marques concurrentes.

Durant l'exercice, des décisions permettant de limiter ces risques ont été prises et seront mises en place durant les prochains mois.

➔ duplication à l'identique d'une ligne de montage de Tournon sur Rhône (France) dans l'usine de Peñíscola (Espagne) et démarrage en Mars 2005 de la production en petite quantité de



camping-cars Challenger et Chausson sur cette ligne.

→ acquisition d'un bâtiment de 13.500 m<sup>2</sup> situé à Sablé-sur-Sarthe (France) destiné à devenir une usine polyvalente venant en appoint des usines de Tournon-sur-Rhône et de San Gimignano. La production dans cette nouvelle unité de production devrait démarrer en 2005.

Grâce à la progression prévue des volumes de ventes de camping-cars, la production de Tournon-sur-Rhône et San Gimignano devrait néanmoins continuer à progresser.

Certains fournisseurs représentent un risque majeur du fait de leur spécificité et de leur importance. Des contrats incluant souvent une clause d'indemnisation de la « business interruption » ont été signés pour sécuriser le volume d'approvisionnement et le niveau de prix.

Le risque clientèle est minimisé par la dispersion des distributeurs dont aucun ne représente plus de 2% du chiffre d'affaires consolidé.

#### **RISQUES JURIDIQUES ET FISCAUX**

Aucun litige présentant un enjeu financier matériel n'est connu à ce jour.

Trigano fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux dans les différents pays où sont implantées ses filiales; ces contrôles n'ont pas donné lieu à des redressements importants.

#### **RISQUES FINANCIERS**

Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni où Trigano réalise 13,6% de ses ventes) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar, Yen ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant à un niveau proche de celui retenu pour le budget les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans chacune des trois monnaies principales (Livre Sterling, Dollar et Yen).

Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty Polonais et le Dinar Tunisien car l'enjeu est jugé acceptable par Trigano.

Les taux de financement sont pratiquement totalement variables y compris pour les contrats de crédit bail immobilier.

Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

#### **AUTRES RISQUES**

Trigano n'estime pas être exposé à des risques politiques majeurs du fait de son implantation géographique en Europe et en Tunisie.

Enfin, les engagements de retraite ne comportent que des engagements strictement conformes aux législations nationales et au Royaume-Uni que des engagements à cotisation définie.



#### **PERSPECTIVES ET STRATEGIE**

Les perspectives sont favorables car Trigano doit bénéficier :

→ de la persistance des facteurs de croissance (notamment démographiques) du marché européen des véhicules de loisirs.

→ du retour à une situation plus favorable des business units qui ont connu une année 2004 difficile, notamment pour les résidences mobiles et dans le secteur de l'équipement des loisirs (matériel de camping et équipement du jardin).

→ des bénéfices du programme POGI (amélioration permanente) maintenant impulsé par un membre du comité de direction.

La stratégie de Trigano restera inchangée dans son principe fondamental : l'occupation du territoire européen de manière homogène pour son cœur de métier (véhicules de loisirs et remorques). Les opportunités de croissance externe seront activement recherchées.

Par contre, Trigano devra faire face à l'effet de la hausse du coût des matières premières. Les conséquences de ces hausses devraient cependant être limitées notamment pour l'activité des véhicules de loisirs grâce à la conjonction des engagements contractuels prévisionnels obtenus en 2004 de nombreux fournisseurs et à l'importance du flux généré par Trigano pour les autres principaux fournisseurs. Dans tous les cas, les hausses résiduelles ne devraient pas excéder l'évolution des prix de vente.

A plus court terme 2005 devrait voir :

→ Une restructuration limitée des filiales qui ont rencontré des difficultés d'exploitation en 2004, permettant de réduire d'éventuelles surcapacités de production.

→ Un renforcement de la sous-traitance interne permettant de poursuivre la réorientation des unités de production des activités matériel de camping et d'initier une évolution similaire pour l'unité de Corman (Loir et Cher).

→ La progression des effectifs des filiales situées dans les pays à faible taux de main-d'œuvre. A ce titre, une extension de 1.400 m<sup>2</sup> de l'usine polonaise de remorques est envisagée en 2005.

→ Un développement des ventes de remorques à l'international consécutif au renforcement de la structure commerciale et à la certification TÜV de la gamme polonaise.

→ L'amplification et la généralisation du programme POGI, grâce à une coordination mieux formalisée. Les business units déjà concernées en 2004 ont compris les bénéfices qu'elles peuvent attendre d'une telle opération et adhèrent pleinement au programme.

→ La recherche d'accords contractuels avec les fournisseurs et les partenaires sociaux de façon à maintenir les prix de revient à un niveau proche de celui de 2004.

→ Une rationalisation de l'organigramme juridique afin de rendre plus simples les transactions internes et réduire les coûts.

→ L'initialisation d'une migration vers un nouveau système de gestion intégratif (ERP) avec l'objectif de remplacer le système actuel utilisé par une majorité des business units françaises et généraliser son utilisation à l'ensemble des business units.



## PASSAGE AUX NORMES IFRS

Conformément aux dispositions légales, Trigano publiera ses comptes consolidés selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standard) à compter de son exercice ouvert le 1<sup>er</sup> Septembre 2005.

Afin de préparer cette échéance, Trigano a mis en place un projet de conversion aux normes IFRS, avec pour objectif d'identifier les différences de principes comptables, de préparer le bilan d'ouverture et de former le personnel comptable des business units aux nouvelles normes.

→ Organisation et avancement des travaux  
Les travaux de passage aux normes IFRS se déroulent conformément au calendrier prévu par l'équipe chargée d'analyser les normes susceptibles d'avoir une incidence sur le groupe et d'évaluer leurs conséquences sur l'organisation, les systèmes d'information et les états financiers.

Le groupe est entré dans la deuxième phase du processus de transition et travaille à la mise en place d'une documentation comptable révisée ainsi qu'à la formation du personnel concerné. En parallèle, le groupe a pris la décision d'utiliser en

2004 un logiciel de consolidation permettant la production d'états financiers conformes aux normes IFRS.

→ Principales divergences identifiées avec les normes actuellement appliquées par le groupe  
Trigano a identifié certaines divergences entre les méthodes d'évaluation et de présentation définies par les normes IFRS et les principes et méthodes comptables actuellement suivis par le groupe :

**Frais de recherche** : les frais de recherche et de développement engagés sont actuellement comptabilisés en charges. En application de la norme IAS 38 révisée, ces frais seront capitalisés après démonstration de leur capacité à créer une immobilisation incorporelle identifiable susceptible de générer des flux de trésorerie futurs.

**Autres immobilisations incorporelles (marques, écarts d'acquisition)** : les normes IFRS prévoient que les marques donnent lieu à amortissement lorsque leur durée de vie est considérée comme définie. Trigano procède actuellement au sein de son portefeuille à l'identification des marques qui pourraient être amortissables.

Les normes IAS 36 et IAS 38 prévoient le non amortissement des écarts d'acquisitions et la réalisation de tests de dépréciation. A ce jour, le Groupe les amortit de façon linéaire. Trigano procède à l'évaluation de l'impact de ces normes sur ses comptes.

**Immobilisations corporelles** : les travaux sont en cours : un inventaire exhaustif des immobilisations et des contrats de location a été effectué. Trigano procède actuellement à l'introduction de l'approche par composants et à la mise en œuvre d'une procédure de tests de dépréciation. Par ailleurs, Trigano est déjà en ligne avec la norme IAS17 en ce qui concerne le retraitement des contrats de crédit bail.

**Instruments financiers** : Trigano n'utilisant pas d'instrument financier complexe, l'application des normes IAS 32 et IAS 39 ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes.

**Engagements de retraite** : Trigano mentionne dans l'annexe de ses comptes le montant des engagements de retraite et avantages assimilés, tandis que la norme IAS 19 prévoit leur comptabilisation au passif du bilan. Néanmoins, le calcul des engagements de retraite de Trigano respecte les recommandations de la norme IAS 19 et intègre notamment :

- des hypothèses de date de départ en retraite en fonction des âges légaux de chaque pays
- un taux d'actualisation financière et d'inflation
- des hypothèses de mortalité et de rotation du personnel qui tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

**Stocks options** : l'application de la norme devrait avoir un impact peu significatif sur les comptes compte tenu du faible nombre de titres concernés.

**Information sectorielle** : l'organisation de Trigano s'articule autour de deux activités : « véhicules de loisirs » et « équipement des loisirs ».

Cette répartition, qui s'appuie sur une double logique produits et circuits de distribution, respecte les critères définis par la norme IAS 14.

Par ailleurs, Trigano réalisant la quasi-totalité de son chiffre d'affaires en Europe auprès de clients présentant des caractéristiques similaires s'interroge sur l'opportunité de présenter des comptes par zone géographique.



## ACTIVITE SOCIALE

### COMPTES SOCIAUX

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 31,9 M€ (18,7 M€ en 2003) :

	2004	2003
Résultat d'exploitation	3,8	3,7
Résultat financier	31,2	13,3
Résultat exceptionnel	< 1,2 >	2,8
Impôt sur les bénéfices	< 1,9 >	< 1,1 >
Bénéfice	31,9	18,7

Le bénéfice d'exploitation a continué sa progression (+3,2%) durant l'exercice. Le résultat financier progresse fortement en raison de l'importance des dividendes reçus sur titres de participation 29,6 M€ (12,7 M€ en 2003).

Le résultat exceptionnel est principalement constitué par une subvention d'équilibre accordée à la filiale Résidences Trigano (1,1 M€).

Par ailleurs, Trigano a bénéficié durant l'exercice de dividendes de sa filiale italienne lui octroyant un droit de remboursement d'avoir fiscal comptabilisé pour un montant de 2,9M€.

### CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE SOCIALE

Les dispositions légales font obligation à la société Trigano de donner les informations relatives aux conséquences de son activité sur l'environnement. La société Trigano (holding) n'a pas une activité ayant des conséquences notables sur l'environnement et n'est donc pas concernée par cette obligation.



## ACTIVITE BOURSIERE

Durant l'exercice, le titre a évolué de la façon suivante :

	Cours le plus bas	Cours le plus haut	Volume de transactions en nombre de titres
09/03	30,55	36,00	507 875
10/03	33,75	37,00	214.284
11/03	31,38	36,50	238 464
12/03	34,00	37,90	221 006
01/04	37,80	41,19	254 272
02/04	39,35	44,20	318 303
03/04	40,60	44,39	343 011
04/04	40,50	43,05	321 588
05/04	41,06	45,54	189 560
06/04	41,05	45,80	487 567
07/04	38,25	44,60	138 964
08/04	38,76	42,50	83 720

Le conseil scientifique des indices a décidé d'inclure le titre de votre société dans le calcul des indices CAC Mid 100 et CAC Mid and Small 190 à compter du 26/02/2005.



La composition du capital au 31/08/04 est la suivante :

	Répartition des actions en %		Répartition droits de vote en %	
	31/08/04	31/08/03	31/08/04	31/08/03
François FEUILLET	50,9	50,9	65,4	65,4
EDE (autocontrôle)	6,6	6,6	0,0	0,0
Autres	42,5	42,5	34,6	34,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Votre conseil vous propose de doubler le dividende brut en le portant à 0,60 € ce qui porterait la distribution à 15% environ du bénéfice net consolidé et d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Bénéfice	31.863.127,44
Report à nouveau	55.030,24
Total à affecter	31.918.157,68

Dotation à la réserve légale	927.389,80
Dividendes	6.792.640,20
Autres réserves	24.000.000,00
Report à nouveau	198.127,68
Total affecté	31.918.157,68

Votre Conseil vous rappelle que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Nb d'actions composant le capital	Brut €	Avoir fiscal €	Total €
31/08/01	11.321.067	0,14	0,07	0,21
31/08/02	11.321.067	0,16	0,08	0,24
31/08/03	11.321.067	0,30	0.15	0,45

Votre Conseil vous propose également d'attribuer au Conseil d'Administration des jetons de présence pour un montant de 62.000 € dont 12.000 € réservés aux trois administrateurs ayant participé aux Comités d'Audit et des Rémunérations et d'approuver les conventions

conclues avec des sociétés ayant des administrateurs communs, conventions faisant l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Votre Conseil vous informe que le montant des charges non fiscalement déductibles au titre des articles 39-4 et 39-5 du Code Général des Impôts s'élève à 7.009 €.

En conclusion de ce rapport, votre Conseil vous demande d'approuver les comptes tels qu'ils vous sont présentés et de voter les résolutions qui vous sont soumises.

◆ • ◆

## RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

◆ • ◆

### CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Les membres du conseil sont régulièrement informés des événements majeurs de la vie de l'entreprise; certains d'entre eux peuvent être invités à assister aux réunions du comité de direction ou du comité exécutif lorsque les sujets évoqués risquent d'interférer avec leurs missions au sein des comités du conseil.

Avant chaque Conseil, les administrateurs reçoivent des informations détaillées. Durant chaque conseil, le Président présente un rapport sur l'activité de l'entreprise et les projets majeurs; ce rapport comprend en particulier un point complet sur les opérations de croissance externe en cours ou envisagées. Le directeur général adjoint chargé de la fonction financière et des systèmes d'information assiste à tous les Conseils auxquels peuvent être conviés selon les thèmes abordés les dirigeants techniquement impliqués dans les décisions ou leur mise en œuvre.

Deux comités (audit et rémunération) ont été constitués et sont composés d'administrateurs indépendants qui ont un accès direct à l'information désirée auprès des responsables opérationnels salariés. Une rémunération spécifique est prévue pour les membres des deux comités.

### PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

#### GESTION DES RISQUES

L'inventaire des principaux risques auxquels est confrontée l'entreprise et la description de leur mode de gestion font l'objet d'un chapitre du rapport de gestion. Les risques globaux sont appréhendés au niveau du comité de direction mais sont aussi quantifiés pour chaque business unit par les responsables.

#### OBJECTIFS ET LIMITES DU CONTROLE INTERNE

L'objectif du système de contrôle interne de Trigano est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise, en particulier dans les domaines juridique, comptable et financier.

Les procédures mises en place donnent une assurance raisonnable, mais en aucun cas une garantie, que les risques sont totalement éliminés.

La taille relativement modeste de certaines business units risque de limiter le contrôle sur des opérations de faible montant. Trigano doit, à ce titre, renforcer sa fonction d'audit interne et regrouper les services comptables de certaines business units ce qui renforcera les systèmes de contrôle.

## ORGANISATION GENERALE

Afin de favoriser le développement de l'entreprise dans un contexte multiculturel, Trigano a adopté depuis plusieurs années une organisation fortement décentralisée. Cette décentralisation est encadrée par des principes et des règles de fonctionnement qui s'appliquent partout dans le groupe. Des délégations de pouvoir sont consenties aux dirigeants des filiales pour la plupart des opérations courantes. Ils bénéficient ainsi d'une large autonomie pour définir et mettre en œuvre des programmes d'actions destinés à identifier, prévenir et traiter les principaux risques.

Demeurent cependant sous le contrôle exclusif de Trigano :

- les acquisitions et cessions de sociétés,
- les investissements supérieurs à 30.000 €,
- l'ouverture de comptes bancaires et les délégations de signatures,
- les négociations d'emprunts et de concours bancaires,
- la validation des contrats importants ou engageant une ou plusieurs filiales pour une période pluriannuelle,
- la gestion du parc immobilier,
- la gestion des assurances,
- l'embauche et la rémunération des cadres dirigeants.

### LE DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Le système de contrôle interne repose sur un ensemble de procédures administratives et comptables mises en œuvre dans chaque business unit par un responsable comptable et financier rattaché hiérarchiquement au responsable de la business unit et fonctionnellement à la direction financière du groupe.

Ce système vise d'une part à assurer la fiabilité de l'information financière et comptable mensuelle et d'autre part à contrôler l'application de la politique décidée par la direction générale de Trigano.

L'analyse du reporting mensuel de chacune des business units par le Comité de Direction permet de déceler bien avant la clôture de l'exercice tout dysfonctionnement.

→ Production de l'information financière et comptable

L'établissement des comptes consolidés est assuré par la direction comptable de Trigano à partir des liasses saisies par les business units. Celles-ci sont établies conformément aux règles et méthodes prescrites par le groupe recensées dans le manuel de consolidation et le manuel des principes comptables.

Les services contrôle de gestion et audit interne interviennent régulièrement dans les business units pour vérifier la qualité de l'information comptable transmise au groupe.

→ Protection des actifs

Les dispositifs de protection des actifs mis en place par Trigano sont adaptés à la taille des business units et aux niveaux de risques identifiés. Ils comprennent au minimum les mesures suivantes :

- inventaires physiques périodiques des stocks, des immobilisations et des disponibilités,
- pointage quotidien des comptes bancaires,
- double signature obligatoire pour les paiements supérieurs à un seuil déterminé en fonction de la taille de la business unit.

→ Suivi des opérations

La direction générale de Trigano s'implique fortement dans le suivi des opérations de chacune des business units. Elle s'appuie pour cela sur les procédures budgétaires et sur un reporting mensuel quantitatif et qualitatif extrêmement développé, transmis préalablement à la tenue de réunions explicatives et prospectives avec les dirigeants des business units concernées.

**Rapport des commissaires aux comptes établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société Trigano pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

♦ • ♦

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Trigano et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 Août 2004.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 26 novembre 2004

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Mazars & Guérard**

**Thierry Bellot    Pascal de Rocquigny**

**Lionel Gotlib**

**LISTE DE MANDATS ET FONCTIONS EXERCES DURANT L'EXERCICE PAR LES ADMINISTRATEURS**  
**(Article L.225-102-1 du Code de Commerce)**

<b>Marie-Hélène FEUILLET</b> Administrateur Directeur Général Adjoint		<b>François FEUILLET</b> Administrateur Président Directeur Général	
<b>France</b>		<b>France</b>	
Arts et Bois S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Aliza S.A.R.L.	Gérant
Autostar S.A.	Président du Conseil de Surveillance	Arts et Bois S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
C.M.C. Distribution France S.A.	Président du Conseil d'Administration	Autostar S.A.	Président du Directoire
Camping-Cars Chausson S.A.S.	Président	Banque Régionale de l'Ouest S.A.	Administrateur
Caravanes La Mancelle S.A.R.L.	Gérant	Clairval S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
Clairval S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	CMC Distribution France S.A.	Administrateur
Ecim S.A.	R.P. de Foncière Parisienne - Administrateur	CMC France S.C.P.	Gérant
E.D. Entreprises SAS	Président	Ecim S.A.	Administrateur
Euro-Accessoires S.A.S	Membre du Comité de Surveillance	Euro-Accessoires S.A.S	Président
Foncière Parisienne SAS	Président	Europ holidays S.A.R.L.	Gérant
Loisirs Finance S.A.	Président du Conseil de Surveillance	Loisirs Finance S.A.	Membre du Directoire
Maître Equipement S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Maître Equipement S.A.S.	Président du Comité de Surveillance
Mistercamp S.A.	Administrateur	Mistercamp S.A.	Président Directeur Général
Perigord VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Montupet S.A.	Administrateur
Plisson SAS	Président	Perigord VDL S.A.S.	Président
Raclet S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Plisson S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Résidences Trigano S.A.S.	Président	Raclet S.A.S.	Président
Rulquin S.A.	R.P. de Trigano Participations - Administrateur	Residel S.A.	Administrateur
Trigano Jardin S.A.S.	Président	Résidences Trigano S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Trigano MDC S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Rulquin S.A.	Président du Conseil d'Administration
Trigano Participations S.A.S.	Président	Techwood S.A.R.L.	Gérant
Trigano Remorques S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Trigano Jardin S.A.S	Membre du Comité de Surveillance
Trigano VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Trigano MDC S.A.S.	Président
SCI CMC	Gérant	Trigano Remorques S.A.S.	Président
SCI de l'Amiral Lebreton	Gérant	Trigano VDL S.A.S.	Président
SCI du Colonel Petit	Gérant	Trois Soleils S.A.R.L.	Gérant
SCI Duchesse de Mirabel	Gérant	SCI Chanoine Dubois	Gérant
SCI du Haut-Eclair	Gérant	SCI du Docteur Legrand	Gérant
SCI du Président Arnaud	Gérant	<b>Etranger</b>	
SCI du Professeur Parmentier	Gérant	Arca 2001 S.p.A.	Président du Conseil d'Administration
<b>Etranger</b>		Auto-Trail Vr Ltd	Président du Conseil d'Administration
Arca 2001 S.p.A.	Administrateur	Benimar Ocarsa S.A.	Administrateur Délégué
Auto-Trail Vr Ltd	Directeur	Delwyn Enterprises Ltd	Directeur
Benimar-Ocarsa S.A.	Président du Conseil d'Administration	E.T. Riddiough (Sales) Ltd	Directeur
Delwyn Enterprises Ltd	Directeur	S.I.R. Freizeitartikel GmbH	Gérant
E.T. Riddiough (Sales) Ltd	Directeur	Sorelpol	Gérant
Trigano S.p.A	Administrateur	Trigano Belgium BVBA	Gérant
Trigano Van S.R.L.	Administrateur	Trigano GmbH	Gérant
Trio Sport International	Vice-directeur	Trigano S.p.A	Président du Conseil d'Administration
<b>Jean DUCROUX</b> Administrateur Indépendant Membre des Comités Audit et Rémunérations		Trigano Van S.R.L.	Président du Conseil d'Administration
Electra European Marketing Ltd	Directeur	Trima S.R.L	Vice-Président
Electra Partners Europe S.A.	Président et Directeur Général	Trio Sport International	Président du Conseil d'Administration
Fountain Industries Europe	Administrateur	<b>François BALEYDIER</b> Administrateur Indépendant Président du Comité d'Audit	
Gardiner Groupe Europe S.A.S.	Membre du Conseil de Surveillance	Abak S.A.S.	Président
Lisbonne Finance 2 S.A.	Président et Directeur Général	Autostar S.A.	R.P. de Trigano au Conseil de Surveillance
Lisbonne Finance 3 S.A.	Président et Directeur Général	Clairval S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Mollien Finance S.A.	Administrateur	CMC Distribution France S.A.	Administrateur
Sté Anonyme de Participation et Immobilière S.A.	Administrateur	Loisirs Finance S.A.	R.P. de Trigano au Conseil de Surveillance
<b>Michel BARBIER</b> Administrateur Président du Comité Rémunérations		Maître Equipement S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Autostar S.A	R.P. de Foncière Parisienne au Conseil de Surveillance	Perigord VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
Trigano VDL S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance	Plisson S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
		Raclet S.A.S.	Membre du Comité de Surveillance
		Trigano Jardin S.A.S.	Président du Comité de Surveillance

**BILAN CONSOLIDE AU 31 AOÛT 2004**

<b>ACTIF</b> en milliers d'Euros	<b>31-08-2004</b> montants nets	<b>31-08-2003</b> montants nets	<b>PASSIF</b> en milliers d'Euros	<b>31-08-2004</b> montants nets	<b>31-08-2003</b> montants nets
<b>Ecarts d'acquisition (note 1)</b>	<b>32 582</b>	<b>32 103</b>	Capital social	45 284	45 284
<b>Immobilisations incorporelles (note 2.1)</b>	<b>2 984</b>	<b>2 574</b>	Réserves	51 578	36 243
Terrains et constructions	35 452	36 623	Report à nouveau	55	(212)
Autres immobilisations corporelles	15 347	15 536	Réserves consolidées	78087	63 983
<b>Immobilisations corporelles (note 2.2)</b>	<b>50 799</b>	<b>52 159</b>	Titres d'autocontrôle	(2 806)	(2 964)
Titres des sociétés mises en équivalence (note 3.1)	7 678	6 772	<b>Résultat de l'exercice part du groupe</b>	<b>42 655</b>	<b>32 701</b>
Autres titres de participation (note 3.2)	1 482	213	<b>Capitaux propres du groupe (note 8)</b>	<b>214 853</b>	<b>175 035</b>
Autres immobilisations financières (note 3.3)	1 858	1 799			
<b>Immobilisations financières</b>	<b>11 018</b>	<b>8 784</b>	<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 639</b>	<b>2 312</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>97 383</b>	<b>95 620</b>			
Stocks et en-cours (note 4)	146 865	135 167	<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>	<b>216 492</b>	<b>177 347</b>
Clients et comptes rattachés (note 5)	121 735	118 065	<b>Provisions pour risques et charges (note 9)</b>	<b>11 612</b>	<b>10 803</b>
Autres créances (note 6)	33 150	25 574			
Valeurs mobilières de placement (note 7)	26 721	14 009	Dettes financières (note 10)	64 845	87 095
Disponibilités	17 789	23 918	Fournisseurs et comptes rattachés	100 075	89 773
<b>Total actif circulant</b>	<b>346 260</b>	<b>316 733</b>	Dettes fiscales et sociales	40 982	36 818
Comptes de régularisation	3 401	3 790	Autres dettes (note 11)	11 256	12 945
<b>Total actif</b>	<b>447 044</b>	<b>416 143</b>	<b>Total dettes</b>	<b>217 158</b>	<b>226 631</b>
			Comptes de régularisation	1 782	1 362
			<b>Total passif</b>	<b>447 044</b>	<b>416 143</b>



**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**  
**AU 31 AOÛT 2004**

	au 31/08/2004	au 31/08/2003
en milliers d'Euros		
	montants	montants
Chiffre d'affaires (note 12)	701 666	655 275
Production stockée	7 328	(10 539)
Autres produits d'exploitation	4 295	6 020
<b>Total produits</b>	<b>713 289</b>	<b>650 756</b>
Achats consommés	(450 491)	(409 873)
Charges externes et autres	(72 603)	(70 406)
Impôts et taxes	(5 212)	(4 801)
Frais de personnel	(98 916)	(93 097)
Dotations aux provisions d'exploitation	(15 074)	(10 980)
Reprises de provisions d'exploitation	11 300	9 647
Transferts de charges		1 305
Dotations nettes aux amortissements	(7 884)	(8 317)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>74 409</b>	<b>64 234</b>
Résultat financier (note 13)	(3 958)	(5 134)
<b>Résultat courant</b>	<b>70 451</b>	<b>59 100</b>
Résultat exceptionnel (note 14)	(250)	253
Impôt sur les sociétés (note 15)	(23 039)	(21 987)
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>47 162</b>	<b>37 366</b>
Quote-part des résultats des sociétés mises en équiva	906	829
<b>Résultat avant dotation des écarts d'acquisition</b>	<b>48 068</b>	<b>38 195</b>
(Dotations) reprises des écarts d'acquisition (note 1)	(4 913)	(4 580)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>43 155</b>	<b>33 615</b>
Intérêts minoritaires	500	914
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>42 655</b>	<b>32 701</b>
Résultat par action (1)	4,03	3,09
Résultat dilué par action (1 & 2)	4,01	3,08

1 ) Après annulation des actions d'autocontrôle dont le coût d'acquisition est imputé dans les capitaux propres

2 ) Après prise en compte de :

- 27.250 options de souscription d'actions dont la levée est fixée au plus tôt le 14 novembre 2006
- 10.750 options de souscription d'actions dont la levée est fixée au plus tôt le 26 février 2009\*
- 26.750 options de souscription d'actions dont la levée est fixée au plus tôt le 12 janvier 2009\*

\* pour l'exercice au 31 août 2004

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 AOUT 2004

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>74 410</b>	<b>64 234</b>
<b>Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie</b>	<b>11 658</b>	<b>9 650</b>
Dotations aux amort. sur immobilisations corporelles et incorporelles	8 224	8 210
Dotations aux provisions sur actif circulant	8 372	6 132
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	6 597	4 848
Dotations aux amortissements des charges à répartir	105	107
Reprises amortissements et provisions	(11 640)	(9 647)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>86 068</b>	<b>73 884</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>10 358</b>	<b>16 800</b>
Variation des stocks	10 415	(2 257)
Variation des créances clients	3 887	6 963
Variation des dettes fournisseurs	7 800	(12 278)
Variation des autres créances d'exploitation	8 344	476
Variation des autres dettes d'exploitation	4 155	949
Variation des comptes de régularisation actif	(244)	292
Variation des comptes de régularisation passif	89	3
<b>Autres décaissements et (encaissements) liés à l'activité</b>	<b>27 659</b>	<b>27 747</b>
Frais financiers	6 040	7 131
Produits financiers	(2 066)	(2 075)
Charges exceptionnelles liées à l'activité	14	272
Produits exceptionnels liés à l'activité	(86)	42
Impôt sur les sociétés	23 757	22 377
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>48 051</b>	<b>29 337</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(15 090)</b>	<b>(15 256)</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(528)	(240)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 501)	(8 519)
Acquisitions d'immobilisations financières	(8 645)	(8 925)
Variation des autres immobilisations financières	34	16
Cessions d'immobilisations	550	2 412
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(16 832)</b>	<b>(13 423)</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(3 171)	(1 703)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(307)	(38)
Augmentations de capital en numéraire		
Emission d'emprunts	134	1 329
Remboursements d'emprunts	(11 913)	(12 186)
Dividendes du moratoire Amca-Noval	(1 575)	(825)
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>16 129</b>	<b>658</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>(6 461)</b>	<b>(7 493)</b>
Disponibilités	37 927	33 021
Concours bancaires courants	(44 762)	(42 249)
Incidence des variations de cours des devises	18	(330)
Incidence des variations de périmètre	356	2 065
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>9 668</b>	<b>(6 835)</b>
Disponibilités	44 509	37 927
Concours bancaires courants	(34 841)	(44 762)

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES



### I – PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés de TRIGANO sont établis en conformité avec la législation française et en application du règlement 99-02 du comité de réglementation comptable.

#### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des filiales dont le Groupe détient le contrôle directement ou indirectement.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sont mises en équivalence selon la méthode directe.

Les sociétés sans activité ou celles sur lesquelles l'influence du Groupe est marginale, ne sont pas consolidées.

Les sociétés clôturant leur exercice social à une date différente du 31 Août sont consolidées sur la base de situations comptables établies à cette date.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Les principaux retraitements des comptes individuels des sociétés consolidées concernent la comptabilisation des impôts différés, les opérations de crédit bail, la réincorporation au bilan de certaines créances cédées et le reclassement des charges et produits par nature.

#### PRINCIPES COMPTABLES

##### → FAIT GENERATEUR DES VENTES

- **Véhicules de loisirs**

Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont enregistrés lors de la mise à disposition des véhicules sur les lieux de production, à la suite des commandes reçues des clients.

- **Autres activités**

Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont enregistrés lors de la facturation des produits, qui correspond généralement à leur livraison aux clients.

##### → ECARTS D'ACQUISITION

L'écart entre le coût d'acquisition des titres d'une société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres constitue l'écart de première consolidation qui comprend :

- Des écarts d'évaluation afférents à certains éléments identifiables et qui sont classés aux

postes de bilan concernés dont ils suivent les règles comptables propres.

- Un solde résiduel non affecté.  
Lorsqu'il est positif, il est inscrit à l'actif au poste écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est rapporté au résultat selon un plan d'amortissement qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. Lorsqu'il est négatif, il est inscrit au passif comme une provision qui est rapportée au compte de résultat selon un plan d'amortissement approprié.

##### → IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, fonds de commerce, brevets, procédés et logiciels possédés par les sociétés du Groupe.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une provision lorsque leur valeur d'utilité lui est inférieure. La valeur d'utilité est déterminée notamment en fonction du chiffre d'affaires réalisé et de sa contribution aux résultats du Groupe.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût de revient d'origine. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie estimée du bien et de son utilisation :

- |   |                                  |
|---|----------------------------------|
| - Constructions   | 20 à 40 ans linéaire             |
| - Agencements et aménagements des terrains et constructions | 5 à 20 ans linéaire              |
| - Agencements, installations industrielles                  | 5 à 10 ans linéaire              |
| - Matériel et outillage industriel                          | 2 à 10 ans linéaire ou dégressif |
| - Matériel de transport                                     | 2 à 5 ans linéaire               |
| - Matériel de bureau et informatique                        | 2 à 5 ans linéaire               |
| - Mobilier de bureau  | 5 à 10 ans linéaire              |

Les opérations de crédit bail, immobilier et mobilier, sont retraitées dans les comptes consolidés. Sont exclues les opérations de faible valeur unitaire.

##### → AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

Les autres titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et ramenés à leur valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant,

des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

#### → STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations de matières ainsi que les charges, directes et indirectes de production.

Les véhicules destinés à la location sont enregistrés en stock si leur durée d'utilisation prévisionnelle pour cette activité est inférieure à un an.

#### → PROVISIONS SUR STOCKS

Les matières premières et composants inactifs sont dépréciés de 20 à 100 % en fonction de leur degré de vétusté, et de leur possibilité de revente ou de réutilisation dans les fabrications futures. Les produits finis et marchandises font l'objet d'une provision lorsque leur valeur réalisable nette (prix de vente sous déduction d'un taux forfaitaire de 5% ou 10 % selon les produits pour couvrir les frais liés à la commercialisation) est inférieure à leur prix de revient.

Les pièces détachées sont dépréciées en fonction de leur taux de rotation.

#### → CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des concessionnaires de véhicules de loisirs (« floor plan ») et pour lesquelles Trigano prend en charge les agios, ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste « clients et comptes rattachés » et au passif dans le poste « dettes financières ».

#### → PROVISIONS SUR COMPTES CLIENTS

Une provision individualisée pour dépréciation est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

Une provision statistique est constituée pour les créances échues depuis plus de deux mois, en fonction d'un taux de dépréciation par tranche de retard de paiement, allant de 10 % à 90 % du montant hors taxes de la créance.

#### → VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au coût d'acquisition.

#### → PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- **Provision pour garantie**

La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques du coût de cette garantie par activité.

- **Provision pour pertes de change**

Les dettes ou créances en devises figurent pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

Les disponibilités en devises détenues à la clôture de l'exercice et destinées au règlement des approvisionnements de la saison sont évaluées au cours de fin d'exercice. Cette réévaluation n'a pas d'incidence sur le compte de résultat.

#### → IMPOTS DIFFERES

Les différences temporaires résultant de charges ou de produits inclus dans le résultat consolidé d'un exercice, mais déductibles ou imposables fiscalement au cours d'exercices différents, sont calculées, société par société, selon la méthode du report variable.

Les crédits d'impôts futurs résultant des déficits fiscaux reportables ou amortissements réputés différés sont comptabilisés lorsque leur imputation sur les bénéfices futurs est probable à court terme.

#### → CONVERSION DES ETATS FINANCIERS EN DEVISES

Les comptes des filiales étrangères situées hors de la zone Euro sont convertis de la façon suivante :

- Les comptes de bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis aux cours de clôture.
- Les comptes de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.
- Les écarts de conversion sont enregistrés dans les capitaux propres.

#### → INSTRUMENTS FINANCIERS

- **Couvertures de taux**

Compte tenu de la faiblesse de son endettement net, le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture de taux.

- **Couvertures de devises**

Pour gérer son risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme, avec pour objectif de sécuriser la marge commerciale. Ces contrats sont comptabilisés en hors bilan, le résultat de change n'est pris en compte que lors du dénouement des opérations couvertes.



**II - PERIMETRE DE CONSOLIDATION**  
**2.1 Liste des sociétés consolidées**

Sociétés	Pays	% d'intérêt détenu		% de
		31/08/2004	31/08/2003	
Sociétés consolidées par intégration globale :				
Trigano	France	société mère	société mère	
Abak	France	100,00	100,00	100,00
Aliza	France	100,00	100,00	100,00
Anjou Remorques	France	100,00	100,00	100,00
Arca 2001 S.p.A. - Pomezia	Italie	82,63	75,99	82,63
Arts et Bois	France	100,00	100,00	100,00
Auto Trail VR Ltd	Royaume-Uni	97,69	94,68	99,25
Autostar	France	97,10	96,99	97,10
Benimar-Ocarsa SA (ex Benimpex)	Espagne	100,00	99,00	100,00
C.M.C. Distribution France	France	99,79	99,79	99,79
C.M.C. France SCP	France	100,00	100,00	100,00
Camping-cars Chausson	France	100,00	100,00	100,00
Caravanes La Mancelle ( ex Geslin )	France	100,00	100,00	67,31
Clairval	France	100,00	100,00	100,00
Delwyn Enterprises Ltd	Royaume-Uni	100,00	100,00	96,25
E.D Entreprises	France	100,00	100,00	100,00
E.T. Riddiough (sales) Ltd	Royaume-Uni	94,00	94,00	94,00
ECIM	France	99,96	73,98	99,96
Euro Accessoires	France	100,00	100,00	100,00
Europ'holidays	France	100,00	N.C.	100,00
Foncière Parisienne	France	100,00	100,00	100,00
Maître Equipement	France	100,00	100,00	100,00
Mistercamp	France	69,67	N.C.	69,67
Périgord VDL	France	100,00	N.C.	51,00
Plisson	France	100,00	99,86	100,00
Raclet	France	100,00	100,00	100,00
Résidences Trigano	France	100,00	100,00	100,00
Riviera France	France	69,23	57,61	70,24
Rulquin	France	100,00	100,00	100,00
S.C.I. C.M.C	France	100,00	100,00	100,00
S.C.I. de l'Amiral Lebreton	France	93,00	93,00	93,00
S.C.I. du Chanoine Dubois	France	60,00	60,00	60,00
S.C.I. du Colonel Petit	France	80,00	80,00	80,00
S.C.I. du Docteur Legrand	France	40,00	40,00	40,00
S.C.I. du Haut Eclair	France	100,00	100,00	100,00
S.C.I. du Président Arnaud	France	80,00	80,00	80,00
S.C.I. du Professeur Parmentier	France	80,00	80,00	80,00
S.C.I. Duchesse de Mirabel	France	95,00	95,00	95,00
S.I.R Freizeitartikel	Allemagne	100,00	100,00	100,00
Sorelpol	Pologne	100,00	100,00	100,00
Techwood	France	99,90	99,90	99,90
Terres Neuves	Tunisie	99,94	99,94	99,94
Tri Ma Srl	Italie	50,00	N.C.	50,00
Trigano Belgium	Belgique	100,00	100,00	100,00
Trigano BV	Pays- Bas	75,00	N.C.	75,00
Trigano GmbH	Allemagne	100,00	100,00	100,00
Trigano Jardin	France	100,00	100,00	100,00
Trigano MDC	France	100,00	100,00	100,00
Trigano Participations	France	100,00	100,00	100,00
Trigano Remorques	France	100,00	100,00	100,00
Trigano S.p.A	Italie	98,00	94,11	98,00
Trigano Service	France	95,00	95,00	95,00
Trigano Van	Italie	100,00	N.C.	100,00
Trigano VDL	France	100,00	100,00	100,00
Trois Soleils	France	79,00	79,00	79,00
Sociétés consolidées par mise en équivalence :				
Loisirs Finance	France	49,00	49,00	49,00
Sociétés sorties du périmètre en 2004 :				
S.N.C. Trihome	France	-	100,00	-
S.C.I. du Gouverneur du Vallon	France	-	60,00	-
Caravanes La Mancelle	France	-	100,00	-
Benimar Ocarsa SA	Espagne	-	99,00	-

## **2.2 - Evolution du périmètre**

### **TRI MA**

Cette société a été créée conjointement avec la société Maggiore pour développer les activités de location de camping-cars en Italie. Elle est détenue à 50%.

### **TRIGANO VAN**

Cette société a été créée pour développer la fabrication de Vans. Elle est détenue à 100%.

### **EUROP'HOLIDAYS**

Cette société est consolidée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003.

### **TRIGANO BV**

Cette société est consolidée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003.

### **TRIGANO SPA**

Le groupe a acquis 3,9 % du capital de cette société qui détient la majorité des titres des sociétés AutoTrail VR Ltd et Riviera France. L'écart d'acquisition complémentaire de 4 290 k€ est amorti sur 10 ans.

### **RIVIERA FRANCE**

Le groupe a acquis directement 9,6 % du capital de cette société à la quote-part de situation nette.

### **AUTOSTAR**

Le groupe a acquis 0,1 % du capital de la société à la quote-part de situation nette.

### **ARCA 2001 S.P.A. POMEZIA**

Le groupe a acquis 6,6% du capital de cette société. L'écart d'acquisition de 113 k€ est amorti sur 10 ans.

### **ECIM**

Le groupe a acquis 26,0% du capital de cette société. L'écart d'acquisition de 111 k€ est amorti sur 5 ans.

### **MISTERCAMP**

Le groupe a acquis 64,7% du capital de cette société. L'écart d'acquisition de 150 k€ est amorti sur 5 ans.

### **PERIGORD VDL**

Le groupe a acquis en fin d'exercice 51% du capital de cette société. Compte tenu de l'engagement d'acquérir, avant le 31 décembre 2006, la totalité du capital selon des conditions définies, cette société est consolidée sur la base d'une détention à 100%. L'écart d'acquisition prévisionnel de 1 165 k€ sera amorti sur 10 ans.

### **PLISSON**

Le groupe a acquis au cours de l'exercice les 0,14 % du capital encore détenu par les minoritaires

### **SNC TRIHOME ET SCI DU VALLON**

La dissolution de ces deux sociétés a été réalisée au cours de cet exercice. Ces sorties de périmètre sont sans incidence sur les capitaux propres du groupe.

## **2.3 - Autres informations**

### **DELWYN ENTERPRISES**

Cette société est consolidée sur la base d'une détention à 100 %, compte tenu de l'engagement d'acquérir, avant le 2 janvier 2005, la totalité du capital selon des conditions définies.

### **CARAVANES LA MANCELLE**

Cette société est consolidée sur la base d'une détention à 100 %, compte tenu de l'engagement d'acquérir avant le 30 Novembre 2005 la totalité du capital selon des conditions définies. Au cours de l'exercice la société mère Sarl GESLIN a absorbé par fusion la société Caravanes La Mancelle. Après cette opération la Sarl Geslin a pris la dénomination sociale de Caravanes La Mancelle. Cette opération n'a pas d'incidence sur les capitaux propres du groupe.

### **BENIMAR OCARSA**

Au cours de l'exercice la société mère Benimpex a absorbé par fusion la société Benimar Ocarsa. Après cette opération la société Benimpex a pris la dénomination sociale de Benimar Ocarsa. Cette opération n'a pas d'incidence sur les capitaux propres du groupe.

### III - NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

#### Note 1 - Ecart d'acquisition

en milliers d'Euros	Durée d'amortissements	Valeur nette 31/08/2003	Ecart d'acquisition de l'exercice	Dotations de l'exercice	Valeur nette 31/08/2004
Trigano / Raclet	5	98		98	0
Trigano S.p.A.	10	22 833	4 290	4 030	23 093
Auto-Trail	10	2 144		256	1 888
Arca 2001 S.p.A. Pomezia	10	1 656	113	236	1 533
Benimar (dissoute)	10	1 377	-1 377		0
La Mancelle ex Geslin	10	480		60	420
Benimar ex Benimpex	10	3 252	1 377	530	4 099
Périgord VDL	10	0	1 165	0	1 165
Mistercamp	5	0	150	30	120
Plisson	1	0	2	2	0
Europ Holidays	1	0	13	13	0
Ecim	5	263	111	110	264
<b>Total</b>		<b>32 103</b>	<b>5 844</b>	<b>5 365</b>	<b>32 582</b>

La dotation aux amortissements de l'exercice figurant au compte de résultat s'élève à 4 913 K€, après déduction des reprises de provisions (452 K€). Elle s'impute en totalité sur le résultat part du groupe

#### Note 2 - Immobilisations incorporelles et corporelles

##### 2-1 Immobilisations incorporelles

en milliers d'Euros	Brut	31/08/2004 Amortissements ou provisions	Net	31/08/2003 Net
Concessions brevets, marques et droits similaires	3 447	2 217	1 230	1 322
Frais d'établissement	3		3	9
Fonds commercial	1 543	247	1 296	954
Autres immobilisations incorporelles	2 348	1 893	455	289
<b>Total</b>	<b>7 341</b>	<b>4 357</b>	<b>2 984</b>	<b>2 574</b>

##### 2-2 Immobilisations corporelles

en milliers d'Euros	Brut	31/08/2004 Amortissements	Net	31/08/2003 Net
Terrains et agencements (1)	5 535	165	5 370	4 830
Constructions (1)	50 173	20 091	30 082	31 793
Installations techniques, matériels et outillages industriels	39 893	31 188	8 705	8 984
Autres immobilisations corporelles (1)	16 393	10 499	5 894	5 964
Immobilisations en cours	748		748	588
<b>Total</b>	<b>112 742</b>	<b>61 943</b>	<b>50 799</b>	<b>52 159</b>
Au 31/08/2003	109 227	57 068		
Variation du périmètre	204	164		
Acquisitions de l'exercice	6 502			
Sorties de l'exercice	(3 360)	(2 891)		
Variation de change	66	58		
Autres mouvements	103			
Reprises de l'exercice		(330)		
Dotations de l'exercice		7 874		
<b>Total</b>	<b>112 742</b>	<b>61 943</b>		

(1) dont opérations de crédit-bail (cf. note 19)

### Note 3 - Titres de participation

#### 3-1 Titres des sociétés mises en équivalence

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Loisirs Finance	7 678	6 772

#### 3-2 Autres titres de participation

en milliers d'Euros	% détention	31/08/2004	31/08/2003
Ufac (1)	34%	21	21
Mecanorem (2)	88%	1431	
Meca Tech Industries (2)	100%	30	
Trigano BV (3)	75%	0	22
Europ' Holidays (3)	100%	0	170
<b>Montant brut</b>		<b>1482</b>	<b>213</b>

(1) Société dont l'impact de non-consolidation est marginal

(2) Sociétés acquises en fin d'exercice qui seront consolidées à compter du 1/09/2004

(3) Sociétés consolidées à partir du 1/09/2003

#### 3 - 3 Autres immobilisations financières

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Autres titres immobilisés (1)	325	370
Prêts	1 299	1 209
Dépôts et cautionnements versés	430	359
Divers	472	539
<b>Montant brut</b>	<b>2 526</b>	<b>2 477</b>
Provisions (1)	(668)	(678)
<b>Montant net</b>	<b>1 858</b>	<b>1 799</b>

(1) Dont titres provisionnés à 100 % : 315 K€

### Note 4 - Stocks et en-cours

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Marchandises	24 850	23 685
Produits finis	48 153	39 484
En-cours	10 332	10 374
Matières premières	70 426	66 714
<b>Montant brut</b>	<b>153 761</b>	<b>140 257</b>
Provisions	(6 896)	(5 090)
<b>Montant net</b>	<b>146 865</b>	<b>135 167</b>

### Note 5 - Clients et comptes rattachés

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Clients et comptes rattachés	111 818	104 689
Effets escomptés non échus	16 284	11 564
Financement stocks concessionnaires		7 853
<b>Montant brut</b>	<b>128 102</b>	<b>124 106</b>
Provisions pour dépréciation	(6 367)	(6 041)
<b>Montant net</b>	<b>121 735</b>	<b>118 065</b>



**Note 6 - Autres créances**

en milliers d'Euros	31/08/2004			31/08/2003
	- 1 an	+ 1 an	Total	Total
Personnel	156	18	174	186
Etat, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	14 722	15	14 737	11 439
Divers	14 099		14 099	10 570
Impôt différé actif	4 692		4 692	3 529
<b>Montant brut</b>	<b>33 669</b>	<b>33</b>	<b>33 702</b>	<b>25 724</b>
Provisions			(552)	(150)
<b>Montant net</b>			<b>33 150</b>	<b>25 574</b>

**Note 7 - Valeurs mobilières de placement**

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Sicav monétaires	26 720	14 008
Valeurs mobilières	1	1
<b>Total</b>	<b>26 721</b>	<b>14 009</b>

**Note 8 - Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires**

en milliers d'Euros	Capitaux propres	Intérêts minoritaires
Capital et réserves consolidées au 31 août 2003	142 334	1 398
Résultat consolidé au 31 août 2003	32 701	914
<b>Total au 31 août 2003</b>	<b>175 035</b>	<b>2 312</b>
Modifications liées à l'évolution du périmètre		(872)
Impact des acquisitions de titres d'autocontrôle (1)	158	
Distribution de dividendes	(3 396)	(312)
Variation de l'écart de conversion	401	11
<b>Sous-total</b>	<b>172 198</b>	<b>1 139</b>
Résultat 2004	42 655	500
<b>Total au 31 août 2004</b>	<b>214 853</b>	<b>1 639</b>

(1) Le groupe détient 749 689 actions de la société mère. Le montant de l'autocontrôle imputé sur les réserves consolidées du groupe est de 2 806 K€.

**Note 9 - Provisions pour risques et charges**

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Provisions pour garantie	4 408	3 474
Provisions pour litiges et risques divers	5 722	5 133
Impôt différé passif	1 030	1 293
Provision écart d'acquisition sur titres	452	903
<b>Total</b>	<b>11 612</b>	<b>10 803</b>

**Note 10 - Dettes financières**

en milliers d'Euros	Au 31/08/2004		Au 31/08/2003	
	Dettes financières	Crédit-bail	Dettes financières	Crédit-bail
Emprunts à plus de cinq ans	44	3 902	600	5 868
Emprunts de un à cinq ans	12 092	6 664	16 748	6 457
Autres dettes de un à cinq ans	209		530	
Emprunts à moins d'un an	5 583	1 510	10 622	1 508
<b>Sous-total</b>	<b>17 928</b>	<b>12 076</b>	<b>28 500</b>	<b>13 833</b>
Concours bancaires courants	18 557		25 346	
Effets escomptés non échus	16 284		11 563	
Financement stock concessionnaires			7 853	
<b>Total</b>	<b>52 769</b>	<b>12 076</b>	<b>73 262</b>	<b>13 833</b>
Total dettes financières	64 845		87 095	

**Note 11 - Autres dettes**

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Dettes liées à un plan de continuation <sup>(1)</sup>		
à un an au plus	2 054	1 878
de un à cinq ans	1 720	3 010
<b>Sous total</b>	<b>3 774</b>	<b>4 888</b>
Autres dettes	7 482	8 057
<b>Total</b>	<b>11 256</b>	<b>12 945</b>

(1) Dettes sans intérêts conformément aux dispositions du plan de continuation de la société Trigano Participations. Cette société vient aux obligations de la société Amca-Noval absorbée par fusion le 21/07/2003. Sont déduites les créances acquises par le groupe à hauteur de 2 458 K€.

**Note 12 - Ventilation du chiffre d'affaires consolidé**

en milliers d'Euros	2004	%	2003	%
Véhicules de loisirs	600 177	85,53	543 939	83,01
Equipement des loisirs	101 489	14,46	111 336	16,99
<b>Total</b>	<b>701 666</b>	<b>100</b>	<b>655 275</b>	<b>100</b>
Dont				
France	362 383	51,65	358 709	54,74
Autres pays	339 283	48,35	296 566	45,26

**Note 13 - Résultat financier**

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Intérêts et produits financiers	1 365	1 469
Intérêts et charges financières	(4 992)	(6 380)
Autres (charges) ou produits	(346)	(146)
Dotations aux provisions financières	(43)	(333)
Reprises de provisions financières	58	256
<b>Total</b>	<b>(3 958)</b>	<b>(5 134)</b>

**Note 14 - Résultat exceptionnel**

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Résultats des cessions d'immobilisations	55	480
Autres éléments exceptionnels	(305)	(227)
<b>Total</b>	<b>(250)</b>	<b>253</b>

**Note 15 - Impôts sur les sociétés**

Le rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée (23 039 K€) et la charge théorique d'impôts pour les sociétés intégrées globalement (22 242 K€) s'analyse ainsi :

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Résultat net	43 155	33 615
Résultat des sociétés mises en équivalence	(906)	(829)
<b>Résultat des sociétés intégrées globalement</b>	<b>42 249</b>	<b>32 786</b>
Charge d'impôts comptabilisée	23 039	21 987
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>65 288</b>	<b>54 773</b>
Charge théorique d'impôts	22 413	18 803
Variation des reports déficitaires		(143)
Variation d'amortissements réputés différés		185
Variation des différences temporaires		12
Différences permanentes	499	(21)
Avoir fiscal de source italienne	(2 994)	
Contribution sociale variation du taux d'IS France	383	205
Différences permanentes liées aux écarts d'acquisition	1 687	1 575
Impact des différences de taux d'imposition	1 051	1 371
<b>Total rapprochement</b>	<b>626</b>	<b>3 184</b>
<b>Charge d'impôts comptabilisée</b>	<b>23 039</b>	<b>21 987</b>

Au 31 Août 2004, le solde d'impôts différés actif inclus dans le poste "Autres créances" s'élève à 4.692 K€ et le solde d'impôts différés passif inclus dans le poste "provisions pour risques et charges" s'élève à 1.030 K€. Enfin, les éléments non comptabilisés au 31/08/04 susceptibles de générer des créances d'impôts dans le futur se présentent comme suit :

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Déficits fiscaux	0	0
Amortissements réputés différés	0	0
Différences temporaires	0	0
Moins-values à long terme	1 702	1 702

#### Note 16 - Effectifs et rémunérations des dirigeants

Les effectifs du Groupe (hors intérimaires) au 31 Août 2004 s'analysent comme suit :

Catégories	31/08/2004	31/08/2003
Dirigeants	80	75
Cadres	196	193
Etam	682	641
Ouvriers	2 299	2 157
<b>Total</b>	<b>3 257</b>	<b>3 066</b>

Les rémunérations versées aux dirigeants par Trigano et les sociétés contrôlées sont les suivantes :

Organe de Direction	655.414 €
Organe d'Administration	48 600 €

#### Note 17 - Engagements de retraite

Les indemnités conventionnelles de départ en retraite concernant le personnel du groupe sont prises en charge lors du départ des salariés. Le montant actualisé de la charge potentielle que ces indemnités représentent est déterminé en fonction de la probabilité d'atteindre dans le Groupe l'âge de la retraite. Le montant des engagements, actualisé au 31 Août 2004, est de 4.089 K€.

#### Note 18 - Engagements hors bilan

##### 18-1 Engagements donnés

en milliers d'Euros	31/08/2004	31/08/2003
Cautions données	539	940
Fonds de garantie	287	241
Autres engagements donnés	135	176
<b>Total</b>	<b>961</b>	<b>1 357</b>

##### 18-2 Engagements reçus

Trigano est bénéficiaire de deux garanties de passif et de consistance d'actif. Ces garanties ont été obtenues lors du rachat des sociétés SCP CMC France (échéance 30 juin 2005) et Arts et Bois (échéance 31 décembre 2004).

##### 18-3 Achats à termes de devises

Il n'y a pas d'achat à terme de montant significatif non dénoué à la clôture.

##### 18-4 Autres engagements

Les actionnaires minoritaires des sociétés Trigano S.p.A. et Auto-Trail VR Ltd se sont engagés à vendre à Trigano les actions qu'ils détiennent. En contrepartie Trigano s'est engagé à les acquérir à leur première demande.

#### Note 19 - Crédit-bail

en milliers d'Euros	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur
		exercice	cumul	nette
Terrains	1 702			1 702
Constructions	21 855	1 085	7 808	14 047
Installations techniques, matériels et outillages	1 350		1 350	0
Autres immobilisations corporelles	1 259	210	245	1 014
<b>Total</b>	<b>26 166</b>	<b>1 295</b>	<b>9 403</b>	<b>16 763</b>

en milliers d'Euros	Redevances payées		Redevances à payer			Total	Prix d'achat résiduel
	exercice	cumul	1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans		
Terrains et constructions	1 746	11 106	1 688	6 643	4 096	12 427	-
Installations techniques matériels et outillages	3	400				0	-
Autres immobilisations corporelles	236	471	236	707		943	
<b>Total</b>	<b>1 985</b>	<b>11 977</b>	<b>1 924</b>	<b>7 350</b>	<b>4 096</b>	<b>13 370</b>	<b>-</b>

#### IV - AUTRES INFORMATIONS

L'usine de traitement des métaux (Tournon) dont Trigano était locataire, a été abandonnée en 2000 suite à la mise en service de l'usine de La Roche de Glun. A l'occasion de l'abandon de ce site, des métaux lourds utilisés par les anciens exploitants et des hydrocarbures ont été décelés dans le sol. Les expertises réalisées dégagent Trigano de toute responsabilité quant à la pollution des sols en métaux lourds. L'élimination des sols pollués par des hydrocarbures ne devant pas incomber non plus à Trigano, aucune provision n'a été constituée.

◆ • ◆

**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2004  
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

♦ • ♦

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

**2. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1<sup>er</sup> août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

**3. Vérifications spécifiques**

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 22 décembre 2004

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Mazars & Guérard**

**Thierry Bellot**

**Pascal de Rocquigny**

**Lionel Gotlib**

## RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES DES SOCIETES FRANCAISES CONSOLIDEES

Sociétés	Forme sociale	Siège social	Capital social en €	N° immatriculation SIREN
Trigano	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	45.284.268,00	722 049 459 RCS PARIS
Abak	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	232.184,86	338 105 323 RCS PARIS
Aliza	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	45.734,71	379 129 182 RCS PARIS
Anjou Remorques	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	24.391,84	395 053 606 RCS PARIS
Arts et Bois	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	40.000,00	304 515 562 RCS PARIS
Autostar	SA *	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	333 120 434 RCS PARIS
Camping-Cars Chausson	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	378 944 565 RCS PARIS
Caravanes La Mancelle	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10.400,00	577 151 228 RCS PARIS
Clairval	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	320.000,00	339 697 138 RCS PARIS
CMC Distribution France	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	88.877,78	471 501 098 RCS PARIS
CMC France	SCP	100 Rue Petit 75019 Paris	152.449,02	350 707 915 RCS PARIS
E.D. Entreprises	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	640.000,00	350 630 521 RCS PARIS
Ecim	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	421 257 494 RCS PARIS
Euro-Accessoires	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	2.000.000,00	303 409 742 RCS PARIS
Europ'holidays	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10.000,00	395 134 422 RCS PARIS
Foncière Parisienne	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	800.000,00	338 067 549 RCS PARIS
Loisirs Finance	SA *	5 av. Kléber 75116 Paris	10.000.000,00	410 909 592 RCS PARIS
Maître Equipement	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	400.000,00	310 096 938 RCS PARIS
Mistercamp	SA	1 Rue Victor Hugo 44400 Reze	330.000,00	431 483 361 RCS NANTES
Perigord Véhicules de Loisirs	SAS	Route de Nontron 24310 Brantome	150.000,00	383 039 880 RCS PERIGUEUX
Plisson	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	840.000,00	775 735 020 RCS PARIS
Raclet	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1.600.000,00	354 039 356 RCS PARIS
Résidences Trigano	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	40.000,00	378 738 041 RCS PARIS
Riviera France	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	81.600,00	421 648 247 RCS PARIS
Rulquin	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	309 358 273 RCS PARIS
Techwood	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	100.000,00	351 216 759 RCS PARIS
Trigano Jardin	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	7.319.510,71	303 773 923 RCS PARIS
Trigano MDC	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	6.000.000,00	304 878 408 RCS PARIS
Trigano Participations	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	287.200,00	313 897 209 RCS PARIS
Trigano Remorques	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1.000.000,00	345 039 069 RCS PARIS
Trigano Service	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	60.000,00	398 231 951 RCS PARIS
Trigano VDL	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	7.000.000,00	458 502 838 RCS PARIS
Trois Soleils	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	20.000,00	380 916 114 RCS PARIS
SCI CMC	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	351 437 280 RCS PARIS
SCI de L'Amiral Lebreton	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	423 685 445 RCS PARIS
SCI du Chanoine Dubois	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	7.622,45	389 424 151 RCS PARIS
SCI du Colonel Petit	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	353 602 436 RCS PARIS
SCI du Docteur Legrand	SCI	Le Haut Eclair 72600 Mamers	30.489,80	377 622 634 RCS MAMERS
SCI Duchesse de Mirabel	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15.244,90	432 806 685 RCS PARIS
SCI du Haut Eclair	SCI	Le Haut Eclair 72600 Mamers	15.244,90	347 520 835 RCS MAMERS
SCI du Président Arnaud	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	403 103 799 RCS PARIS
SCI du Professeur Parmentier	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16.000,00	414 374 066 RCS PARIS

\* à directoire et conseil de surveillance.

## COMPTES SOCIAUX

### BILAN ACTIF

En milliers d'€uros	Montants bruts	31/08/2004 Amortissements et provisions	Montants nets	31/08/2003 Montants nets
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>	2 874	1 229	1 645	1 558
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	1 604	158	1 446	1 273
Constructions	7 440	2 398	5 042	4 971
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 902	1 610	292	397
Immobilisations corporelles en cours	360	199	161	118
Avances et acomptes	131		131	
	11 437	4 365	7 072	6 759
<b>Immobilisations financières :</b>				
Participations	91 686	1 624	90 062	82 773
Créances rattachées à des participations	1 256		1 256	1 527
Prêts	94	37	57	57
Autres	35		35	31
	93 071	1 661	91 410	84 388
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>107 382</b>	<b>7 255</b>	<b>100 127</b>	<b>92 705</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours :</b>				
<b>Créances d'exploitation :</b>				
Créances clients et comptes rattachés	2 967		2 967	2 216
Autres créances	25 565	541	25 024	19 271
	28 532	541	27 991	21 487
<b>Créances diverses :</b>				
Valeurs mobilières de placement	18 350		18 350	9 125
Disponibilités	1 033		1 033	341
<b>Charges constatées d'avance</b>	128		128	217
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>				
<b>Ecarts de conversion actif</b>	111		111	192
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>48 154</b>	<b>541</b>	<b>47 613</b>	<b>31 362</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>155 536</b>	<b>7 796</b>	<b>147 740</b>	<b>124 067</b>

### BILAN PASSIF (avant répartition)

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	45 284	45 284
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 396	4 396
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves :</b>		
Réserves légales	3 601	2 666
Réserves statutaires	-	-
Réserves réglementées	581	581
Autres réserves	43 000	28 600
Report à nouveau	55	89
<b>Situation nette</b>		
Résultat de l'exercice	31 863	18 698
Subventions d'investissement	164	174
Provisions réglementées	-	-
<b>Total capitaux propres</b>	<b>128 944</b>	<b>100 488</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	652	809
Provisions pour charges	-	-
<b>Total provisions pour risques et charges</b>	<b>652</b>	<b>809</b>
<b>DETTES</b>		
<b>Dettes financières :</b>		
Obligations convertibles		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	9 166	16 344
Emprunts et dettes financières divers	331	344
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>		
<b>Dettes d'exploitation :</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	590	299
Dettes fiscales et sociales	7 400	5 464
Dettes sur immobilisations financières	2	18
<b>Dettes diverses :</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	564	185
<b>Produits constatés d'avance</b>	91	80
<b>Ecarts de conversion passif</b>		36
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>18 144</b>	<b>22 770</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>147 740</b>	<b>124 067</b>

## COMPTES SOCIAUX

### COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Ventes de marchandises</b>		
Production vendue :		
Biens		
Services	7 559	6 959
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>7 559</b>	<b>6 959</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	11	11
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	-	-
Autres produits	2 897	2 825
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>10 467</b>	<b>9 795</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	2 239	2 127
Impôts, taxes et versements assimilés	434	388
Salaires et traitements	2 044	1 855
Charges sociales	885	811
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Sur immobilisations :</b>		
Dotations aux amortissements	769	759
Dotations aux provisions		
<b>Sur actif circulant :</b>		
Dotations aux provisions		
<b>Pour risques et charges :</b>		
Dotations aux provisions		
<b>Autres charges</b>	<b>278</b>	<b>158</b>
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>6 649</b>	<b>6 098</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 818</b>	<b>3 697</b>

### COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participations	29 755	12 848
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	76	97
Autres intérêts et produits assimilés	1 006	1 272
Reprises sur provisions et transferts de charges	453	341
Différences positives de change	40	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	244	176
<b>Total des produits financiers</b>	<b>31 574</b>	<b>14 734</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions	1	695
Intérêts et charges assimilés	362	728
Différences négatives de change	2	5
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total des charges financières</b>	<b>365</b>	<b>1 428</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>31 209</b>	<b>13 306</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>35 027</b>	<b>17 003</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	175
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	12 461
Reprises sur provisions et transferts de charges	488	245
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>488</b>	<b>12 881</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 081	1 904
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18	7 886
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	603	248
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>1 702</b>	<b>10 038</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(1 214)</b>	<b>2 843</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 950	1 148
<b>Total des produits</b>	<b>42 529</b>	<b>37 410</b>
<b>Total des charges</b>	<b>10 666</b>	<b>18 712</b>
<b>Bénéfice</b>	<b>31 863</b>	<b>18 698</b>



## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX



La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Août 2004 dont le total est de 147.740 K€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total

des produits est de 42.529 K€ et dégageant un bénéfice de 31.863 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er Septembre 2003 au 31 Août 2004.



### I - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées dont l'énonciation est nécessaire à une bonne compréhension des comptes sont les suivantes :

#### 1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation.

Les dépôts de marques sont comptabilisés et amortis sur 10 ans en immobilisations incorporelles.

A la clôture de l'exercice, les marques, fonds de commerce et droit au bail sont évalués à leur valeur d'utilité. Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

#### 2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée du bien :

➤ Constructions	20 à 40 ans
➤ Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
➤ Installations techniques	5 à 10 ans
➤ Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
➤ Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 à 10 ans
➤ Matériel micro-informatique	2 ans
➤ Matériel de transport	4 ans

### 3 - Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant, des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction ont fait l'objet d'une provision déterminée en fonction d'une actualisation au taux de 5%.

Les provisions pour risques filiales ainsi que les aides accordées à celles-ci sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

#### 4 - Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, sauf exception (voir note 3). Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 5 - Opérations en devises

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

#### 6 - Engagements en matière de pensions et retraites

Les charges correspondant aux engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagements financiers hors bilan dans la présente annexe.



## II - NOTES SUR LE BILAN

### NOTE 1 - Actif Immobilisé

#### VALEURS BRUTES

En milliers d'€uros	Valeur brute	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	2 627	247	-	2 874
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	1 423	181	-	1 604
Constructions	7 056	384	-	7 440
Matériel informatique et de bureau	1 801	152	51	1 902
Divers	284	76	-	360
Avances et acomptes	-	131	-	131
<b>Total</b>	10 564	924	51	11 437
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations (1) cf note 16	84 850	6 851	15	91 686
Créances rattachées	1 527	-	271	1 256
Prêts	92	7	5	94
Divers	31	4	-	35
<b>Total</b>	<b>86 500</b>	<b>6 862</b>	<b>291</b>	<b>93 071</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>99 691</b>	<b>8 033</b>	<b>342</b>	<b>107 382</b>

#### AMORTISSEMENTS

En milliers d'€uros	Amortissements en début de l'exercice	Dotations	Reprises	Amortissements à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	1 069	160	-	1 229
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Agencements des terrains	150	8	-	158
Constructions	2 085	313	-	2 398
Matériel informatique et de bureau	1 404	254	48	1 610
Divers	166	33	-	199
<b>Total</b>	<b>3 805</b>	<b>608</b>	<b>48</b>	<b>4 365</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 874</b>	<b>768</b>	<b>48</b>	<b>5 594</b>

### NOTE 2 - Provisions pour dépréciation d'éléments de l'actif

En milliers d'€uros	Montants au début d'exercice	Dotations	Reprises	Montants à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	2 077	-	453	1 624
Créances rattachées	-	-	-	-
Prêts	35	2	-	37
<b>Total</b>	<b>2 112</b>	<b>2</b>	<b>453</b>	<b>1 661</b>
<b>Actif circulant</b>				
Autres créances (1)	268	492	219	541
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 380</b>	<b>494</b>	<b>672</b>	<b>2 202</b>

(1) les autres créances détenues sur des filiales et participations sont évaluées selon les mêmes principes que les titres de participation.

**NOTE 3 - Echancier des prêts et des créances**

En milliers d'€uros	Montant brut	Un an au plus	A plus d'un an
<b>Actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	1 256	-	1 256
Prêts	94	7	87
Autres immobilisations financières	35	-	35
<b>Actif circulant :</b>			
Créances clients et comptes rattachés	2 967	2 967	-
Autres créances (1)	25 565	24 999	566
<b>Total</b>	<b>29 917</b>	<b>27 973</b>	<b>1 944</b>

(1) dont créances sur la société Trigano Participations 990 K€ : les créances ont été comptabilisées à leur valeur d'acquisition, bien que leur valeur nominale soit de 2 245 K€. Les plus values sont constatées au fur et à mesure des paiements conformément au plan homologué par le Tribunal de Commerce de Chateauroux, la dernière échéance est fixée au 11 Décembre 2005. Ce poste comprend également une créance sur la société SCP CMC 252 K€ d'une valeur nominale de 1.124 K€.

**NOTE 4 - Valeurs mobilières de placement**

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
SICAV monétaires	18 349	9 124
Divers	1	1
<b>Total</b>	<b>18 350</b>	<b>9 125</b>

Les SICAV monétaires sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

**NOTE 5 - Autres informations sur les postes de l'actif**

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>Montants concernant les entreprises liées :</b>		
Participations	91 686	84 850
Créances rattachées	1 256	1 527
Clients et comptes rattachés	2 863	2 047
Autres créances	22 486	19 151
<b>Total</b>	<b>118 291</b>	<b>107 575</b>
<b>Charges constatées d'avance :</b>		
Charges d'exploitation	115	181
Charges financières	13	36
Charges exceptionnelles	-	-
<b>Total</b>	<b>128</b>	<b>217</b>
<b>Produits à recevoir :</b>		
Clients et comptes rattachés	2 346	1 872
Autres créances	64	-
<b>Total</b>	<b>2 410</b>	<b>1 872</b>

**NOTE 6 - Composition du capital social**

CATEGORIE	NOMBRE DE TITRES				VALEUR NOMINALE
	Au début de l'exercice	Créés	Réduction	A la clôture de l'exercice	
Actions	11 321 067	0	0	11 321 067	4 €

**NOTE 7 - Provisions pour risques et charges**

En milliers d'€uros	Montant au début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant en fin d'exercice
Provision pour pertes de change	156	111	156	111
Provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	521	-	-	521
Provisions pour risques filiales	91	-	71	20
Provisions pour impôts	41	-	41	-
<b>Total</b>	<b>809</b>	<b>111</b>	<b>268</b>	<b>652</b>

**NOTE 8 - Echancier des dettes**

En milliers d'€uros	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 166	4 872	4 294	-
Emprunts et dettes financières divers	331	27	111	193
<b>Fournisseurs et comptes rattachés :</b>				
Immobilisations	2	2	-	-
Fournisseurs	590	590	-	-
Dettes fiscales et sociales	7 400	7 400	-	-
Autres dettes	564	564	-	-
<b>Total</b>	<b>18 053</b>	<b>13 455</b>	<b>4 405</b>	<b>193</b>

**NOTE 9 - Autres informations sur les postes du passif**

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>Montants bruts concernant les entreprises liées :</b>		
Provisions pour risques et charges	-	71
Emprunts et dettes financières	192	165
Fournisseurs et comptes rattachés	1	8
Autres dettes	58	-
<b>Total</b>	<b>251</b>	<b>244</b>
<b>Produits constatés d'avance :</b>		
Produits d'exploitation	91	80
Produits financiers	-	-
Produits exceptionnels	-	-
<b>Total</b>	<b>91</b>	<b>80</b>
<b>Charges à payer :</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191	131
Dettes fiscales et sociales	408	409
Autres dettes		
<b>Total</b>	<b>599</b>	<b>540</b>

### III - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### NOTE 10 - Résultat financier

##### Informations concernant les entreprises liées

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
<b>Produits financiers :</b>		
Dividendes reçus sur titres de participation	29 566	12 672
Résultats des sociétés de personnes	189	176
Produits de prêts et comptes courants auprès des filiales du Groupe	541	1 004
Reprises sur provision filiales	453	341
<b>Total</b>	<b>30 749</b>	<b>14 193</b>

#### NOTE 11 - Résultat exceptionnel

En milliers d'€uros	31/08/2004	31/08/2003
Boni de fusion Trigano Participations/Amca-Noval	-	4 773
Résultats sur cession de titres	-	(196)
Résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles	-	(1)
Résultats sur cession d'immobilisations corporelles	(3)	(1)
Dotations exceptionnelles sur filiales	-	(93)
Reprises sur provisions exceptionnelles sur filiales	290	245
Produits exceptionnels divers	198	175
Pertes exceptionnelles sur filiales	(1 587)	(1 760)
Charges exceptionnelles diverses	(112)	(299)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(1214)</b>	<b>2 843</b>

### IV - AUTRES INFORMATIONS

#### NOTE 12 - Rémunération des dirigeants

Les informations relatives aux rémunérations des dirigeants conduisant à donner des indications sur une rémunération individuelle ne sont pas communiquées dans la présente annexe.

#### NOTE 13 - Eléments de nature fiscale

Il n'existe pas de dettes d'impôts liées aux évaluations dérogatoires. La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés : TRIGANO VDL, EURO-ACCESSOIRES et TRIGANO MDC.

#### NOTE 14 - Engagements financiers (hors bilan)

**Pensions, compléments de retraite et indemnités assimilés :** 317 K€

#### CREDITS BAUX

	Engagements de crédit bail (en milliers d'€uros)						Prix résiduel
	Redevances payées		Redevances à payer			Total à payer	
	de l'exercice	cumulées	1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans		
Terrains et constructions	270	1 381	277	1 193	718	2 188	-

#### CAUTIONS DONNEES

Nature	Objet	Bénéficiaire	Montant de l'engagement (en K€)	Société concernée
Caution	Crédit Bail Immobilier	BATICENTRE	265	TRIGANO REMORQUES

## ENGAGEMENTS RECUS

Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune :

Société TRIGANO JARDIN	1 235 K€
Société RESIDENCES TRIGANO	7 255 K€

Trigano est bénéficiaire de deux garanties de passif et de consistance d'actif. Ces garanties ont été obtenues lors du rachat des sociétés SCP CMC France (échéance 30 Juin 05) et Arts et Bois (échéance 31 Décembre 04). Trigano est également bénéficiaire d'une garantie de passif et de consistance d'actif pour la société PERIGORD VDL.

## AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Les minoritaires des sociétés Trigano SpA et Auto-Trail VR Ltd se sont engagés à vendre à Trigano les actions qu'ils détiennent. En contrepartie Trigano s'est engagé à les acquérir à leur première demande.

## ENGAGEMENTS DONNES

Trigano s'est engagé à acquérir 170 parts de la société CARAVANES LA MANCELLE aux échéances suivantes :

85 parts le 30 Novembre 2004

85 parts le 30 Novembre 2005

Trigano s'est engagé à acquérir 1.225 actions de la société PERIGORD VEHICULES DE LOISIRS aux échéances suivantes :

425 actions en Décembre 2004

400 actions en Décembre 2005

400 actions en Décembre 2006

## NOTE 15 - Ventilation de l'effectif moyen

	31/08/2004	31/08/2003
Cadres	26	24
Employés	11	9
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>33</b>

◆ • ◆

**NOTE 16 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 AOUT 2004**

**en milliers d'euros**

[illegible]

## RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

en Euros

	2000	2001	2002	2003	2004
<b>I - Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	33 691 233	45 284 268	45 284 268	45 284 268	45 284 268
b) Nombre des actions ordinaires existantes	2 210 000	11 321 067	11 321 067	11 321 067	11 321 067
c) Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
<b>II - Opérations et résultats de l'exercice</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 905 346	6 167 676	6 454 060	6 958 994	7 559 117
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 860 389	9 778 009	14 095 071	20 962 860	34 244 507
c) Impôts sur les bénéfices	(14 526) (1)	29 389	55 423	1 148 212	1 949 923
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 829 142	9 966 475	12 139 259	18 697 604	31 863 127
f) Résultat distribué	1 347 649	1 584 949	1 811 371	3 396 320	6 792 640
<b>III - Résultats par action</b>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	3,11	0,86	1,25	1,75	2,85
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,09	0,88	1,07	1,65	2,81
c) Dividende attribué à chaque action	0,12	0,14	0,16	0,30	0,60
<b>IV - Personnel</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	29	29	32	33	37
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 513 005	1 525 088	1 735 418	1 854 874	2 044 408
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale et oeuvres sociales)	650 229	671 828	768 705	810 601	885 006

(1) Economie d'impôt liée à l'intégration fiscale



**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2004**  
**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**



Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**2 Justifications des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 225-235, 1<sup>o</sup> alinéa, du Code de commerce relatif à la justification de nos appréciations, introduites par la Loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

comme indiqué dans la note 3 de l'annexe, les titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à leur valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est appréciée en fonction de la situation nette de chaque société, corrigée le cas échéant des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations, à revoir les calculs effectués par la société. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

**3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 26 novembre 2004

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Mazars & Guérard**

**Thierry Bellot    Pascal de Rocquigny**

**Lionel Gotlib**

**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2004**  
**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

◆ • ◆

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967 d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice autorisées préalablement.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

▪ Conventions avances et prêts

SOCIETES CONCERNEES	NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS	ADMINISTRATEURS CONCERNES	MONTANT ( en € HT )
TRIO SPORT INTERNATIONAL	Utilisation d'une avance en compte courant non rémunérée (ligne ouverte à hauteur de 1 500 000 €)	F. FEUILLET M.H FEUILLET	839 724
TRIGANO SpA	Avance en compte courant rémunérée à Euribor 3		10 000 000

▪ Conventions autres que avances et prêts

SOCIETES CONCERNEES	NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS	ADMINISTRATEURS CONCERNES	MONTANT ( en € HT )
RESIDENCES TRIGANO	Subvention d'équilibre accordée pour un montant de 1,08 million d'euros avec clause de retour à meilleure fortune.	F. FEUILLET M.H. FEUILLET F. BALEYDIER	1 080 000

2. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

▪ Conventions avances et prêts

SOCIETES CONCERNEES	NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS	MONTANT ( en € HT )
TRIHOME (liquidée)	Pertes sur avance en compte courant non rémunérée	146 205
RESIDEL	Avance en compte courant non rémunérée	30 490

▪ Conventions autres que avances et prêts

SOCIETES CONCERNEES	NATURE, OBJET, MODALITES DES CONVENTIONS	MONTANT ( en € HT )
Pour l'ensemble des filiales du Groupe	Commission de négociation sur les achats de châssis	2 562 179
	Loyers et charges locatives	1 269 315
	Prestations de services administratifs	1 211 499
	Prestations informatiques	2 003 932
	Redevances sur des contrats de licence de marque	2 287 199

Fait à Paris, le 26 novembre 2004

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Mazars & Guérard**

**Thierry Bellot    Pascal de Rocquigny**

**Lionel Gotlib**

## TEXTE DES RESOLUTIONS

◆ • ◆

### Première résolution

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2004, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations qu'ils traduisent, faisant ressortir un bénéfice de 31 863 127,44 €.

L'assemblée générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

### Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 août 2004 ainsi que les opérations qu'ils traduisent.

### Troisième résolution

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes en application des articles L 225-40 et L 225-42 du Code de commerce, approuve purement et simplement les conclusions dudit rapport et ratifie l'ensemble des opérations qui y sont énoncées.

### Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 31.863.127,44 € de la manière suivante :

	€
Résultat de l'exercice	31.863.127,44
Majoré du report à nouveau antérieur	55.030,24
Total à affecter	31.918.157,68

Affectation proposée (Euros) :

Dotation à la réserve légale	927.389,80
Dividendes (0,60 € / action)	6.792.640,20
Autres réserves	24.000.000,00
Report à nouveau	198.127,68
Total affecté	31.918.157,68

Le dividende de 0,60 € par action sera mis en paiement le 14 janvier 2005.

Les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	31/08/01	31/08/02	31/08/03
Nb d'actions au capital	11 321 067	11 321 067	11 321 067
Dividende brut en €	0,14	0,16	0,30
Avoir fiscal en €	0,07	0,08	0,15
Total en €	0,21	0,24	0,45

### Cinquième résolution

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice clos à 62 000 €.

### Sixième résolution

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur André CRESTEIL de son mandat de commissaire aux comptes suppléant. Elle décide de nommer Monsieur Eric BLACHE, demeurant à CLICHY (92110) – 1 allée Léon Gambetta, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2008.

### Septième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

◆ • ◆